

**CARTOGRAPHIE, PORTEE ET RENTABILITE
DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE MALIENNES,
DANS LES REGIONS DE SEGOU, TOMBOUCTOU, MOPTI ET GAO**

Auteurs:
Ibrahim Maré, Nataconsult (recherche)
Valerie Dumans (redaction finale)

Juillet 2007

Nataconsult
Bureau d'Etudes, de Formation, de Suivi, de Conseil et de Promotion
B.P.: E 1108
T 221.47.00 Bamako E nataconsult@datatech.toolnet.org



Terrafina Microfinance
C/o ICCO Office, B.P. 8190, 3503 RD Utrecht, Pays Bas
T +31-30-880 1551 F +31-30-6925614 E info@terrafina.nl | www.terrafina.nl

Un programme conjointe de ICCO, Oikocredit et Rabobank Foundation



DEFINITION DES SIGLES ET ABREVIATIONS	1
INTRODUCTION.....	3
1 PRESENTATION DU CADRE GENERAL DE LA MICRO FINANCE AU MALI	5
2 COUVERTURE GEOGRAPHIQUE DES IMF ETUDIEES	7
2.1 Description des IMF étudiées	7
2.2 Dispersion géographique des IMF étudiées	8
2.3 Taux de pénétration des IMF étudiées	10
2.4 Sociétariat des IMF étudiées	11
3 OFFRE DE SERVICES DES IMF ETUDIEES	15
3.1 L'épargne	15
3.2 L'offre de crédits.....	17
3.3 La demande non satisfaite	19
4 LE FINANCEMENT DES IMF ETUDIEES.....	21
4.1 Données relatives aux ressources externes	21
4.2 Cas de la région de Ségou	21
5 LA RENTABILITE DES IMF ETUDIEES	23
5.1 Analyse des comptes de résultats fournis par les IMFs	23
5.2 Analyse des ratios financiers	25
5.3 Analyse différentielle de l'exploitation et calcul du seuil de rentabilité	25
5.4 Estimation du coût d'une IMF de la création à la phase d'institutionnalisation	26
CONCLUSION	29
ANNEXE 1: DESCRIPTIF DES IMF DE LA ZONE	32
ANNEXE 2: REPARTITION GEOGRAPHIQUE ET TYPOLOGIE DES IMF ETUDIEES	35
ANNEXE 3: REPARTITION GEOGRAPHIQUE ET TYPOLOGIE DES IMF ETUDIEES	36
ANNEXE 4: PART DES FEMMES DANS LE SOCIETARIAT	37
ANNEXE 5: TAUX DE PENETRATION	38
ANNEXE 6: TYPES DE DEPOTS	39
ANNEXE 7: TYPES DE CREDITS	41
ANNEXE 8: DEMANDE NON SATISFAITE.....	43
ANNEXE 9: FINANCEMENT DES SFD	44
ANNEXE 10: REPARTITION DE LA POPULATION SUR LE TERRITOIRE.....	45
ANNEXE 11: RECLASSEMENTS ET RETRAITEMENTS	46
ANNEXE 12: COMPTE DE RESULTATS DES IMF	48
ANNEXE 13: PRINCIPAUX INDICATEURS DE GESTION RESULTANT DE L'ANALYSE DIFFERENTIELLE DE LA RENTABILITE	50
ANNEXE 14: ESTIMATION DU COUT D'IMPLANTATION D'UNE IMF.....	52
ANNEXE 15: PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE CALCULES PAR L'ETUDE A PARTIR DES INFORMATIONS FINANCIERES FOURNIES PAR LES IMFS.....	54

DEFINITION DES SIGLES ET ABREVIATIONS

APIM-Mali	Association Professionnelle des Institutions de Micro finance
BIM-sa	Banque Internationale du Mali
BMS	Banque Malienne de Solidarité
BNDA	Banque Nationale pour le Développement Agricole
CAECE	Caisse Associative d'Epargne et de Crédit des Entrepreneurs et Commerçants du Mali
CAMEC	Caisses Mutuelles de l'Education et de la Culture
CAS/SFD	Cellule d'Appui et de Suivi des Systèmes Financiers Décentralisés
CANEF	Centre d'Appui Nutritionnel et Economique aux Femmes
CG/PDSF	Cellule de Gestion/Projet de Développement du Secteur Financier
CS	Crédit Solidaire
CMDT	Compagnie Malienne pour le Développement du Textile
CMEC/PDR	Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit /Programme de diversification des Revenus
CREP	Caisses Rurales d'Epargne et de Prêts
CECRA	Caisses Rurales d'Epargne et de Crédit Autogérées
CVECA	Caisses Villageoises d'Epargne et de Crédit Autogérées
DAT	Dépôt à Terme
DAV	Dépôt à Vue
FCRMD	Fédération des Caisses Rurales Mutualistes du DELTA
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
GCNM	Groupe Consultatif National pour la Micro finance
GTZ	Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit
IMF	Institution de Micro finance
NEF	Near East Foundation
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PACCEM	Projet d'Appui à la Commercialisation des Céréales au Mali
PASACOOOP	Projet d'Appui aux Structures Associatives et Coopératives
PASECA	Programme d'Appui à la mise en place d'un Système d'Epargne et de Crédit Autogéré
PIFD	Projet de Promotion des Institutions Financières Décentralisées
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPTTE	Pays Pauvres Très Endettés
SA	Société Anonyme
SFD	Système Financier Décentralisé
SG 2000	Sasakawa Global 2000
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

INTRODUCTION

TERRAFINA Microfinance est une initiative conjointe de **Oikocredit** (un fonds d'investissement international), **de la Fondation Rabobank** (un organisme d'appui aux coopératives rurales) et de **ICCO**, une agence de développement privée multisectorielle. L'objectif principal de TERRAFINA est la réduction de la pauvreté par le renforcement de la microfinance rurale. Elle aspire à élargir l'accès aux services financiers en milieu rural, à soutenir les jeunes institutions de microfinance et à stimuler l'innovation. Terrafina Microfinance vise l'Afrique l'Ouest francophone, la région des Grands lacs et la Corne de l'Afrique et est opérationnel au Mali depuis 2005.

Terrafina a chargé le cabinet de consultants malien, Nataconsult, de réaliser une étude sur la cartographie, la portée et la viabilité d'IMF dans les régions de Segou, Tombouctou, Mopti et Gao. Terrafina tient à remercier Nataconsult pour la qualité du travail réalisé et sa disponibilité. Valérie Dumans a rédigé le rapport.

L'objectif final étant d'étudier

- la couverture géographique;
- le taux de pénétration et la demande potentielle des usagers dans ces 4 zones;
- la rentabilité des différents types IMF maliennes;
- le seuil de rentabilité et les conditions nécessaires à son atteinte;
- le coût d'une IMF de la création à la phase d'institutionnalisation et autonomisation.

Pour chaque catégorie d'IMF (mutuelles, CVECA, Institutions crédit solidaires, SA), le nombre de clients, leur profil, la zone de chalandise, le volume d'activité ainsi que les services offerts et la structure de l'institution sont présentés. Leur situation financière est analysée. Les conclusions à la page 22 résument ces données. Comme vous pouvez lire, de nombreuses conclusions intéressantes et inattendues (en tout cas pour Terrafina) y figurent.

Cette étude a été réalisée en janvier 2006, par les visites sur les lieux rendues par Nataconsult à toutes les 21 institutions de microfinance opérant dans les 4 régions, comprenant 324 caisses (au niveau national cela représente 40% de l'effectif total des caisses). À l'origine, l'intention a été d'effectuer une étude sur une période de plusieurs années (2003-2005), dans l'objectif de fournir ainsi une cartographie de l'évolution des 21 IMF et d'obtenir une image moins statique. Mais c'est effort s'est avéré trop compliqué du fait de l'absence partielle de données. C'est pourquoi ce rapport est basé sur les données auditées de 2004 seulement, année particulièrement médiocre en termes de ressources. L'étude de la rentabilité des IMF est donc partiellement objective.

La raison directe d'effectuer la présente étude a été la suivante: dans le passé récent, avant la création de Terrafina Microfinance, ICCO ainsi que Rabobank Foundation avaient soutenu neuf ONG multisectorielles, chargées entre autre de soutenir des caisses d'épargne et de crédit, notamment dans les 4 régions mentionnées. Ensuite, nous avons constaté que l'approche non spécialisée de ces ONG ne contribue pas suffisamment à la durabilité des caisses soutenues par elles. En outre, l'échelle (il s'agit souvent d'un petit nombre de caisses isolées) n'accroît pas l'opportunité d'assurer la durabilité et la croissance. Pour les caisses individuelles, il est important qu'elles appartiennent en permanence aux réseaux reconnus, professionnels et durables, tant en vue du contrôle externe, du refinancement, de la formation qu'en vue des interventions axées sur la solution des problèmes.

Un meilleur aperçu des IMF maliennes situées dans les 4 régions, a permis de lier activement les caisses développées par les ONG aux IMF spécialisées. Ce trajet de « liaison » continue toujours, diffère pour chacune des 9 ONG concernées (dépendant aussi de la location géographique et de l'intérêt de toutes les parties) et ne constitue pas en tant que tel un objet de cette étude.

Outre d'aider au trajet de liaison, activité spécifique de Terrafina, cette étude vise à accroître la compréhension du fonctionnement actuel des IMF, au profit d'un renforcement plus général du secteur de la microfinance au Mali.

Un plus grand nombre de données mieux accessibles peuvent contribuer à l'approfondissement de la compréhension des différentes parties prenantes au secteur. Une discussion critique au sujet de l'état des affaires actuel peut aboutir à la formulation d'une politique et des meilleures pratiques, qui sont adéquatement adaptées à la réalité et qui sont potentiellement capables ainsi de contribuer au développement du secteur de la microfinance. C'est pourquoi APIM, en tant que représentant du secteur, a été demandée d'organiser un atelier dans l'objectif d'encourager de cette manière une réflexion active sur les résultats de l'étude.

1 PRÉSENTATION DU CADRE GÉNÉRAL DE LA MICRO FINANCE AU MALI

Le paysage malien de la micro finance est composé d'une multitude d'acteurs, organisés par des réglementations et cadres d'action divers.

Après la liquidation de la Société de Crédit Agricole et d'Équipement Rural (SCAER) en 1980, la relève du financement du monde rural a été prise en charge progressivement par trois nouveaux types d'intervenants: les banques de développement, les ONG et les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD).

Dans le même temps, la loi PARMEC (Projet d'Appui à la Réglementation de la Micro finance en Épargne et Crédit) a été élaborée et instituée dans les pays d'Afrique francophone. Cette loi réglemente les institutions de micro finance et les structures financières décentralisées (SFD). Le taux d'usure a été porté à 27% pour les SFD et 18% pour les banques.

En 1998, le gouvernement malien a adopté un plan d'action et mis en place un groupe consultatif chargé de l'orientation, du pilotage, de la coordination et du suivi de la mise en oeuvre de ce plan d'action pour favoriser le développement des services financiers de proximité.

L'APIM (Association Professionnelle des Institutions Micro Financières) a été créée et regroupe la quasi-totalité des SFD. C'est un cadre de concertation, d'orientation, de formation et d'échanges entre les professionnels du secteur et les promoteurs de la micro finance.

La CAS/SFD, instrument de suivi, de contrôle et de régulation de l'Etat est scindée en deux entités dépendant chacun d'un ministère. Ainsi, la cellule d'appui (rattachée au Ministère des Finances) voit ses activités orientées sur les aspects réglementations, respect des procédures et contrôle tandis qu'apparaît une nouvelle entité chargée de la promotion du secteur et dépendant du Ministère de la Promotion des Investissements des Petites et Moyennes Entreprises, marquant ainsi la volonté manifeste de l'Etat de promouvoir le secteur de la micro finance.

Enfin, un nouveau plan d'action 2005-2008 pour le développement de la micro finance au Mali et une stratégie de développement des réseaux de micro finance dans les régions du Nord du pays ont été élaborés.

L'étude récemment (juin 2006) présentée par le consultant Djibril A. BA, et portant sur la place du Mali dans l'UEMOA en matière de micro crédit indique en effet qu'avec quelques 818 points de services, le Mali se situerait en tête des pays de la sous région. Cependant, en terme de couverture géographique du territoire, le pays doit encore fournir beaucoup d'efforts surtout dans sa partie septentrionale. En nombre de membres (608 514), le Mali est quatrième derrière le Bénin, le Burkina Faso et le Sénégal alors qu'il est en 5^{ème} position en terme de taux de pénétration (47.8 %) et qu'il détient parmi les plus importants SFD de la régions (notamment Kafo Jiginew, Nyesigiso, Kondo Jigima...). Côté dépôts et crédits le pays oscille entre les 3^{ème} et 5^{ème} positions. En revanche, des efforts sont à apporter au niveau du taux de crédit en souffrance, de l'offre de crédits à moyen et long terme et enfin, au niveau de la collecte de dépôts auprès des femmes.

Le secteur du micro crédit est donc en plein essor au Mali
C'est dans ce contexte, que les IMF des régions de Ségou, Tombouctou, Gao et Mopti ont fait l'objet de l'étude qui suit.

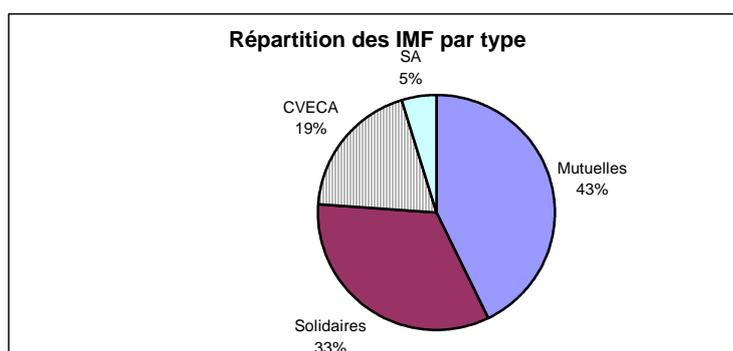
2 COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE DES IMF ÉTUDIÉES

2.1 Description des IMF étudiées

Les SFD au Mali, sont variés et ont été mis en place pour les populations à la base, avec ou sans un soutien extérieur. Ils se distinguent par la diversité de leur taille, leur degré de structuration, leur philosophie, leurs objectifs, et leurs moyens techniques, financiers et humains. Tous ont pour vocation l'auto promotion économique et sociale des populations. L'étude a porté sur 21 institutions de micro-finance comprenant 324 caisses, ce qui représente 91% des IMF¹ et 98% des caisses des régions de Ségou, Mopti, Gao et Tombouctou. Au niveau national, cela représente 40% de l'effectif total des caisses. Ces 21 institutions comptent 186 346 membres.

Toutes les caisses étudiées offrent la particularité d'être des lieux physiques et sont plus que des points de service.

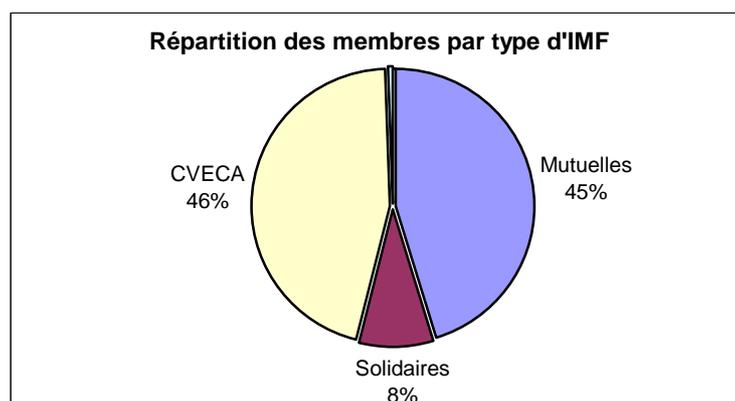
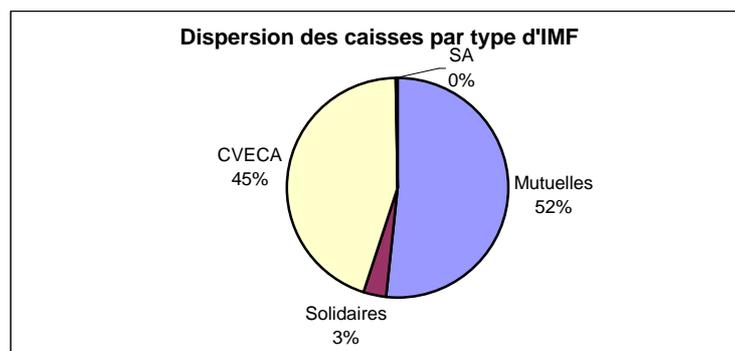
Ces 21 IMF présentent les caractéristiques suivantes (voir aussi annexe 1):



- 43 % sont des mutuelles (structures coopératives dans lesquelles, l'épargne est le préalable au crédit. Il s'agit de caisses mutuelles rattachées à une union ou une fédération);
- 19% sont des CVECA (structures villageoises, possédées et gérées par les villageois, rattachées à une association qui est l'entité juridique reconnue. Elles s'adressent aux plus pauvres des pauvres);
- 33% sont des institutions solidaires (structures dans lesquelles, l'octroi de crédit est l'activité principale) et
- 5% sont des SA. En fait, il s'agit d'une seule SA: Azaoud Finance.

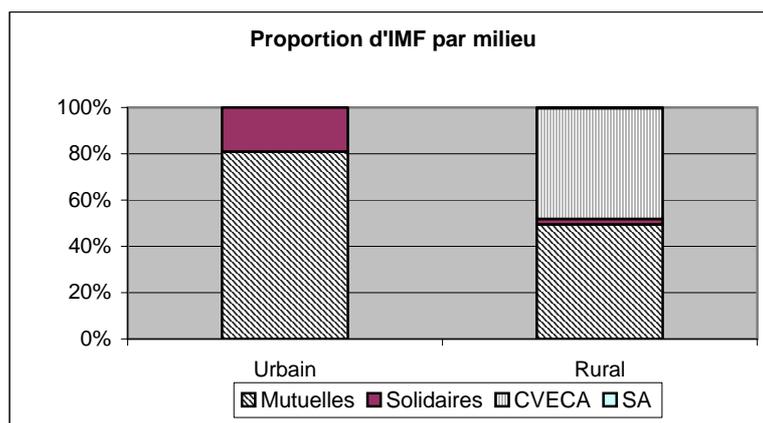
Les mutualistes et les CVECA dominent le secteur avec à peu près la même part de membres (respectivement 45% et 46%). Cependant, 52% des caisses relèvent du système mutualiste contre 45% des CVECA (voir annexe 2). Les mutualistes sont plus nombreuses en nombre que les CVECA, mais parfois plus petites en taille: il y a quelques grandes IMF, mais beaucoup sont petites, avec seulement une seule caisse.

¹ Seules deux institutions d'importance n'ont pas été prises en compte du fait de la réticence des dirigeants à fournir leurs états financiers. Il s'agit de la BMS SA qui a deux agences nouvellement implantées dans la zone et de la CAECE dont la seule antenne de Ségou peut être significative; celles de San et Mopti venant juste d'ouvrir.



2.2 Dispersion géographique des IMF étudiées

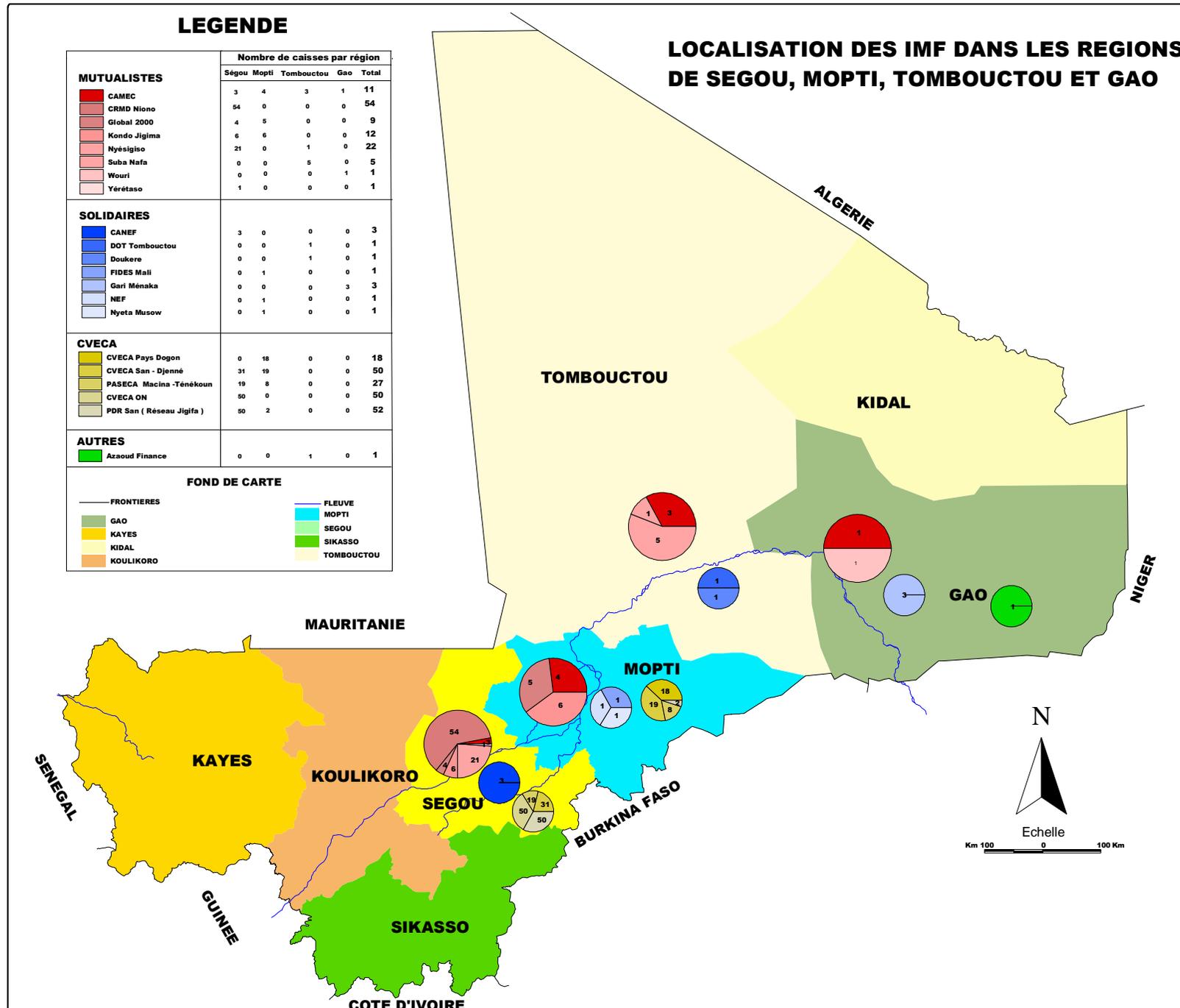
La répartition des caisses entre milieu urbain et milieu rural, est cohérente avec la répartition de la population sur le territoire (cf. annexe 10): 94 % des caisses sont situées en milieu rural, où vit 92 % de la population active. En milieu urbain, on retrouve essentiellement des caisses mutualistes et un peu de structures solidaires. Le milieu rural compte les 4 types d'IMF, avec une prédominance des mutualistes (46%) suivi des CVECA (45%). Les CVECA n'opèrent qu'en milieu rural.



LEGENDE

	Nombre de caisses par région				
	Ségou	Mopti	Tombouctou	Gao	Total
MUTUALISTES					
CAMEC	3	4	3	1	11
CRMD Niono	54	0	0	0	54
Global 2000	4	5	0	0	9
Kondo Jigima	6	6	0	0	12
Nyèsigiso	21	0	1	0	22
Suba Nafa	0	0	5	0	5
Wouri	0	0	0	1	1
Yerétaso	1	0	0	0	1
SOLIDAIRES					
CANEF	3	0	0	0	3
DOT Tombouctou	0	0	1	0	1
Doukero	0	0	1	0	1
FIDES Mali	0	1	0	0	1
Gari Ménaka	0	0	0	3	3
NEF	0	1	0	0	1
Nyeta Musow	0	1	0	0	1
CVECA					
CVECA Pays Dogon	0	18	0	0	18
CVECA San - Djenné	31	19	0	0	50
PASECA Macina -Ténékoun	19	8	0	0	27
CVECA ON	50	0	0	0	50
PDR San (Réseau Jigifa)	50	2	0	0	52
AUTRES					
Azaoud Finance	0	0	1	0	1
FOND DE CARTE					
FRONTIERES			FLEUVE		
GAO	KAYES	KIDAL	KOULIKORO	MOPTI	SEGOU
MAURITANIE	SENEGAL	GUINEE	SIKASSO	TOMBOUCTOU	

LOCALISATION DES IMF DANS LES REGIONS DE SEGOU, MOPTI, TOMBOUCTOU ET GAO

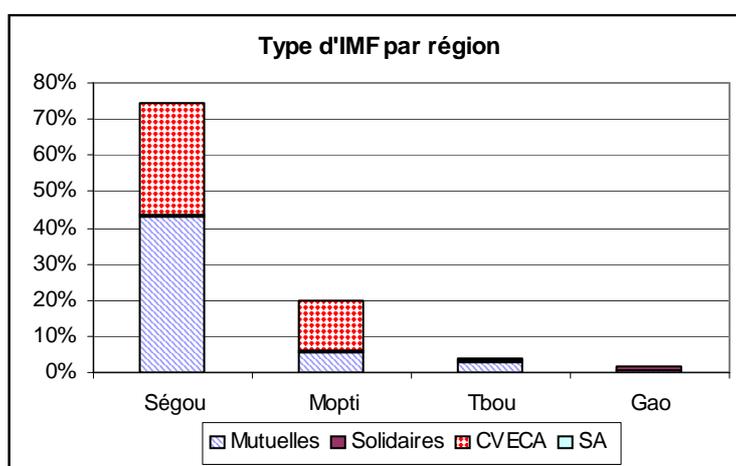


Les grands réseaux Nyésigiso et Kondo Jigima sont présents à Ségou, Mopti et Tombouctou (Nyésigiso à Diré et Goudam); leurs implantations semblent être liées à l'existence de potentialités économiques. Les petits réseaux sont situés dans des zones agricoles ou écologiquement pauvres. Seule la CAMEC opère à la fois dans les 4 régions du fait de la spécificité de sa cible (IMFs des enseignants).

Les régions de Tombouctou et Gao sont les moins couvertes, avec seulement 5% des caisses, rurales et urbaines confondues. Il semble que cette couverture soit insuffisante, si on considère que ces deux régions représentent 22 % de la population active des 4 régions étudiées. Par ailleurs, notons que ces 2 régions n'enregistrent pas de CVECA.

Les régions de Ségou et Mopti, qui comptent 78 % de la population active étudiée, ont la plus forte concentration d'IMF avec respectivement 11 et 10 structures. Cinq réseaux interviennent à Ségou, quatre à Mopti, deux à Tombouctou et seulement un à Gao.

La dispersion est inégalitaire entre les régions concernées avec 75% des caisses dans la région de Ségou, suivi de Mopti (20%), Tombouctou (4%) et Gao (2%) (annexe 3). Cette dispersion ne colle pas avec la répartition géographique de la population active: respectivement 41 %, 37 %, 12 % et 10 %.

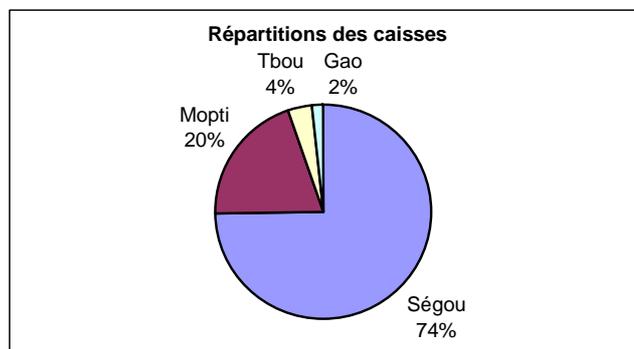
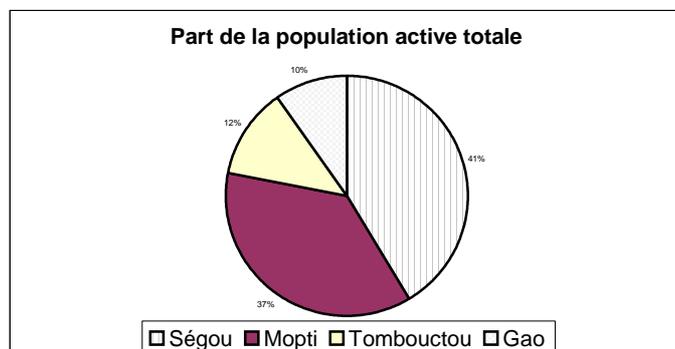


Sur les 21 IMF étudiées, 43 % sont des institutions mutualistes et 33 % sont des institutions solidaires. En revanche, la majorité des caisses est soit de type mutualiste soit de type CVECA.

2.3 Taux de pénétration des IMF étudiées

Le rapport a retenu comme base de calcul du taux de pénétration, la population active car elle permet de mieux apprécier ceux qui ont la capacité d'adhérer à une caisse et donne un taux plus proche de la réalité. Les calculs ont été élaborés sur la base des cercles d'implantation. Ce taux rapporte le nombre d'adhérents à la population locale active.

Dans la zone d'étude, la population active totale est estimée à **2 433 533 individus**, dont la majorité réside dans la **région de Ségou** (41 %). Globalement, **le taux de pénétration est de 8%**. Ce taux est **plus élevé en milieu rural** (7%) qu'urbain (1%). Le système CVECA a un taux de pénétration de 4%, et celui des mutualistes de 3 %. Voir annexe 5. Le taux de pénétration est donc relativement faible. Si, de plus, on ne considère que les membres actifs, ce taux est encore inférieur.



2.4 Sociétariat des IMF étudiées

On dénombre 186 346 membres majoritairement représentés par deux systèmes: Les CVECA (46%) et les mutualistes (45%) regroupent 91% des membres et 96% des caisses.

38% des membres sont des femmes. Elles sont majoritaires dans le système solidaire (88% des effectifs) et constituent 51% des membres en milieu rural. Les femmes, sont généralement en groupement. Ne disposant pas de revenus suffisants pour épargner, elles préfèrent le système solidaire et constituent avec les groupements 91% du sociétariat de ce système. L'analphabétisme, le manque d'information, le poids de la culture et les conditions d'accès aux crédits constituent des freins à l'adhésion des femmes. Voir annexe 4.

On constate donc une prédominance des hommes dans le sociétariat, notamment en milieu rural (53%)². Tous milieux confondus, les hommes représentent 59 % du sociétariat contre 38% pour les femmes et 4% pour les groupements. Cependant, dans les zones urbaines il y a autant d'hommes que de femmes membres des caisses, signe d'un équilibre et d'une émancipation des femmes.

La présence des hommes est marquée au niveau des mutualistes et des CVECA où ils forment la quasi totalité du sociétariat avec 47% de l'ensemble des membres.

Le sociétariat est différent d'une région à une autre:

² Attention: Les informations reçues par les IMF's sur la question genre ne sont pas toujours très précises.

2.4.1 Région de Ségou

La région compte quelques 120 000 membres d'IMF pour une population active d'un peu plus d'un million. Le taux de pénétration, plus fort en milieu rural (10%), est assez important (12%). L'activité est dominée par les structures mutualistes (62%) avec une concentration des clients en milieu rural (87%), ce qui est cohérent avec une population rurale active de 91 %. Le sociétariat féminin est surtout focalisé dans les zones rurales où il constitue 35% de l'effectif. La région ne compte pas de SA.

	Nombre de membres	%	Nombre d'hommes	%	Nombre de femmes	%	Nombre de groupements	%	Taux de pénétration
Mutuelles	74 338	62%	48 127	65%	24 621	33%	2 968	4%	7%
Solidaires	2 681	2%	0	0%	2 681	100%	0	0%	0%
CVECA	43 050	36%	24 679	57%	15 963	37%	2 408	6%	4%
SA	0	0%	0		0		0		0%
Total	120 069	100%	72 806	61%	43 265	36%	5 376	4%	12%
Rural	104 953	87%	64 698	62%	36 546	35%	5 085	5%	10%
Urbain	15 116	13%	8 108	54%	6 719	44%	291	2%	2%
Total	120 069	100%	72 806	61%	43 265	36%	5 376	4%	12%

2.4.2 Région de Mopti

La région de Mopti compte quelques 59 103 membres d'IMF, pour une population active de près de 900 000 personnes. Le taux de pénétration n'est donc que de 7%, avec 6% pour le milieu rural et 1% pour le milieu urbain. Comme à Ségou, à Mopti le sociétariat est dominé par le milieu rural avec une forte proportion de femmes (52%) même si de manière globale les hommes prédominent (57%). Les sociétaires appartiennent principalement au système CVECA.

	Nombre de membres	%	Nombre d'hommes	%	Nombre de femmes	%	Nombre de groupements	%	Taux de pénétration
Mutuelles	7 021	12%	4 922	70%	1 631	23%	488	7%	1%
Solidaires	9 882	17%	211	2%	9 545	97%	381	4%	1%
CVECA	42 200	71%	28 333	67%	13 678	32%	189	0%	5%
SA	0	0%	0		0		0		0%
Total	59 103	100%	33 466	57%	24 854	42%	1 058	2%	7%
Rural	51 178	87%	64 698	126%	36 546	71%	5 085	10%	6%
Urbain	7 925	13%	8 108	102%	6 719	85%	291	4%	1%

2.4.3 Région de Tombouctou

La région de Tombouctou compte quelques 6 131 membres d'IMF, pour une population active de près de 295 000 personnes. Le taux de pénétration est donc très faible (2%). Les clients sont principalement membres des systèmes mutuels et solidaires et vivent à 92% dans les zones rurales. Ce taux est en accord avec la part de la population rurale.

	Nombre de membres	%	Nombre d'hommes	%	Nombre de femmes	%	Nombre de groupements	%	Taux de pénétration
Mutuelles	2 879	47%	1 671	58%	454	16%	92	3%	1%
Solidaires	2 385	39%	1 141	48%	1 221	51%	23	1%	1%
CVECA	0	0%	0		0		0		0%
SA	867	14%	753	87%	91	10%	23	3%	0%
Total	6 131	100%	3 565	58%	1 766	29%	138	2%	2%
Rural	5 661	92%	3 536	62%	1 749	31%	127	2%	2%
Urbain	470	8%	29	6%	17	4%	11	2%	0%
Total	6 131	100%	3 565	58%	1 766	29%	138	2%	2%

Tombouctou semble donc être très pauvre en terme de représentativité des IMF. Il existe d'autres types d'expériences très intéressantes que l'étude n'a pas pu classer dans les IMF.

La région offre une originalité, avec Azaouad Finance qui est une société anonyme (SA) et qui compte 14% du sociétariat. Cependant, les données relatives à cette structure n'ont pas été très disponibles.

2.4.4 Région de Gao

La région de Gao ne compte que 1 043 membres, pour une population active de près de 240 000 personnes. Le taux de pénétration est inférieur à 0,5 %. 81% sont membres d'un système solidaire et 91% vivent en milieu rural. Les femmes prédominent avec 48% du sociétariat.

	Nombre de membres	%	Nombre d'hommes	%	Nombre de femmes	%	Nombre de groupements	%	Taux de pénétration
Mutuelles	202	19%	157	78%	34	17%	11	5%	0%
Solidaires	841	81%	300	36%	468	56%	73	9%	0%
CVECA	0	0%	0		0		0		0%
SA	0	0%	0		0		0		0%
Total	1 043		457	44%	502	48%	84	8%	1%
Rural	948	91%	390	41%	476	50%	82	9%	1%
Urbain	95	9%	67	71%	26	27%	2	2%	0%
Total	1 043		457	44%	502	48%	84	8%	1%

3 OFFRE DE SERVICES DES IMF ETUDIEES

3.1 L'épargne

On dénombre 91 998 déposants, soit 49% des membres, pour un montant total de dépôts de 4,7 milliards FCFA et un dépôt moyen par membre de 25 243 FCFA. Les caisses ont beaucoup de membres mais peu de déposants. La faible capacité d'épargne monétaire des habitants, l'inadaptation de la politique de mobilisation de l'épargne et le manque de confiance envers les institutions expliquent en partie ce déficit de déposants.

Les dépôts sont le fait de membres actifs. Ceux du système mutualiste représentent 71% de l'ensemble, contre 20% pour ceux des CVECA. La localisation géographique des caisses, et la reconnaissance des mutuelles expliquent cette situation. Le milieu rural détient à lui seul 83% des déposants. Les dépôts rémunérés sont de l'ordre de 51% des dépôts et sont le fait de membres mutualistes surtout dans le milieu rural (47%). Les déposants sont les groupements (16%) suivent les femmes et les hommes avec 5% chacun. Le dépôt moyen par membre est plus élevé en milieu urbain qu'en milieu rural (39 000 Fcfa contre 21 000 F cfa). Au niveau des structures de forme associative, les mutualistes ont une moyenne de 41 156 FCFA suivis des solidaires (13 883 FCFA). Il convient de nuancer ce dernier constat car les groupements sont constitués de plusieurs personnes déposant ensemble au non du groupement. Dans le comptage, il arrive que le groupement soit considéré sur la base unitaire.

La disparité observée au niveau du nombre de membres déposants, entre les milieux et les systèmes, trouve certainement son explication dans la pauvreté relative. En effet, seulement 47% des membres ruraux sont des déposants, contre 67% chez les membres citadins. De même, 78% des membres des systèmes mutualistes épargnent, contre 45% chez les solidaires et 21% chez les membres CVECA. Cf annexe 6.

La typologie des déposants varie d'une région à une autre:

3.1.1 Région de Ségou

La région compte 81 766 déposants, soit 68 % du sociétariat total. Bien que les femmes soient moins représentées en terme de sociétariat, il apparaît que celles qui deviennent membres sont en proportion plus actives. Ainsi, on constate qu'il y a autant d'hommes que de femmes clients actifs. Le dépôt moyen est de 26 560 FCFA, soit plus élevé que la moyenne des 4 régions étudiées, pour un montant total de dépôt de près de 3,2 milliards de FCFA.

Les mutuelles ont 86% de leur sociétariat qui sont actifs contre 35% dans les CVECA. Par contre, les résultats semblent biaisés au niveau des solidaires peut être du fait d'une absence de cohérence dans le système de comptage des membres de groupements (double emploi). Malgré le niveau de revenu faible, les épargnants ruraux (58% de l'ensemble) sont plus actifs que ceux des cités même s'ils constituent seulement 67% des membres ruraux.

3.1.2 Région de Mopti

La région de Mopti recense 7 535 épargnants, soit seulement 13% des membres de la région. Le montant total des dépôts est d'un peu plus de 1 milliard de FCFA, avec un montant moyen de dépôt de 17 382 FCFA, soit moins que sur Ségou.

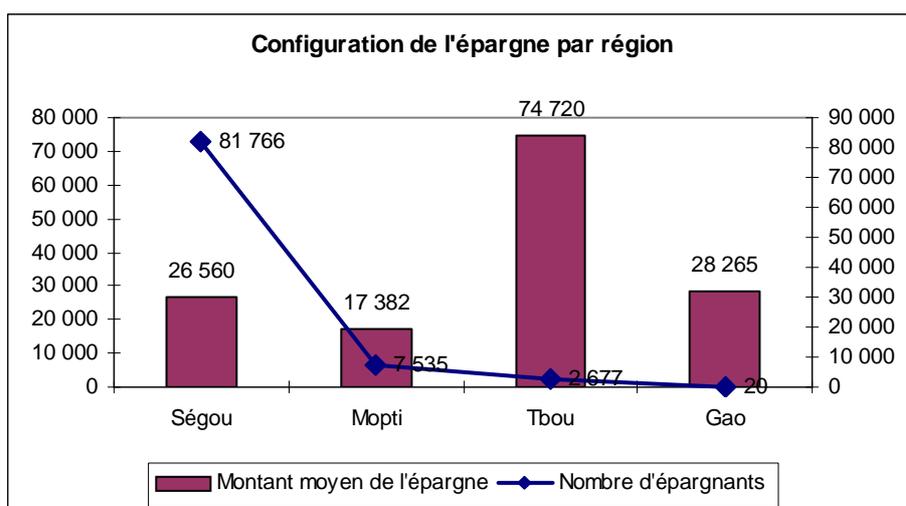
Les déposants proviennent surtout des groupements (7%) puis des CVECA (5%). Même si les membres sont pour la quasi-totalité du milieu rural, on observe que les déposants en valeur absolue sont repartis entre les deux milieux (6 et 7%). Cependant, les membres déposants des cités représentent 53% de membres contre 6% en milieu rural.

3.1.3 Région de Tombouctou

La région de Tombouctou ne compte que 2 677 épargnants, avec un encours de 458 millions de FCFA et un dépôt moyen de 74 720 FCFA. Ce dernier est donc très élevé par rapport aux régions de Ségou et Mopti, où le nombre d'épargnants est nettement supérieur. La présence de la SA explique cette différence, avec une clientèle plus riche. Les déposants sont du milieu rural à 99,5%. 32% des déposants ont un volume d'épargne de 46% et proviennent de la seule SA. Les systèmes CVECA sont absents du théâtre des opérations.

3.1.4 Région de Gao

La région de Gao ne compte que 20 épargnants, soit 2% du nombre total de membres. Le montant total des dépôts n'excède pas les 30 millions de FCFA, avec un dépôt moyen par membre de 28 265 FCFA, soit bien supérieur à celui enregistré dans les régions de Ségou et Mopti. Les épargnants vivent en milieu rural.



3.2 L'offre de crédits

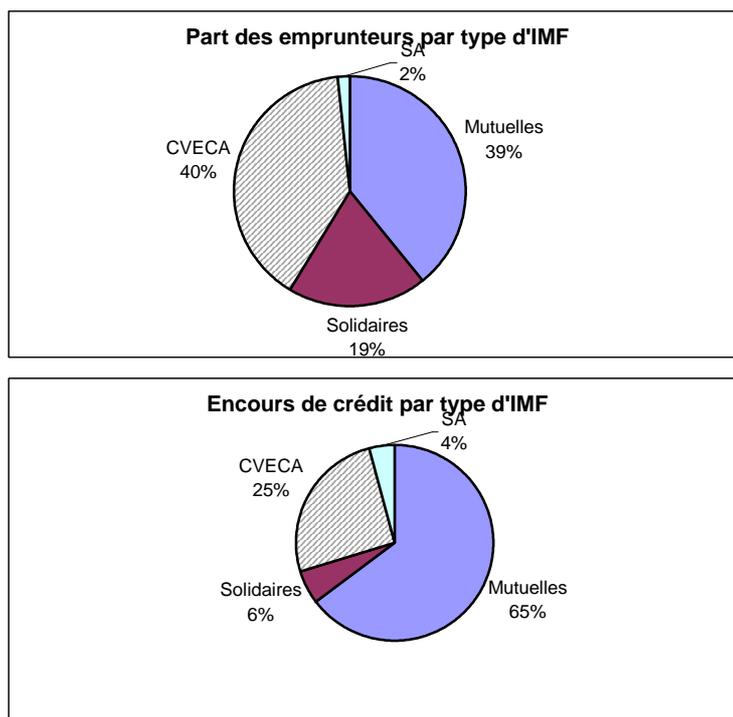
Les 4 régions comptent 51 685 emprunteurs actifs, pour une population active de près de 2,5 millions de personnes. L'encours de crédits est de 8,7 milliards FCFA et l'encours de crédit moyen par emprunteur de 167 497 FCFA. Seuls 28% des membres ont un crédit en cours. Le taux d'intérêt moyen d'emprunt est de 22%.

Avec 40%, les CVECA comptent le plus grand nombre d'emprunteurs³ pour seulement 25% des encours de crédits. Les mutuelles totalisent 39% des emprunteurs et 65% des encours de crédits (presque le double des trois autres types réunis). Cependant étant donné la politique de crédit des systèmes mutualistes, il est probable que cet encours comprenne une partie variable (10 à 30%) de caution financière considérée comme crédit; cela a comme conséquence un encours plus élevé que la réalité. Voir annexe 7.

Les institutions Solidaires, avec 19% des emprunteurs, n'offrent que 6% des encours de crédits. Les mutuelles et les CVECA regroupent 90% des montants des crédits en cours avec 79% des clients crédits.

88% des emprunteurs détenant 90% des encours de crédits vivent en milieu rural pendant que 12% seulement des emprunteurs vivent en milieu urbain avec 10% des encours de crédits. Cette dispersion des emprunteurs est proche de la répartition géographique de la population active: 92 % en milieu rural et 8 % en milieu urbain.

Le taux d'intérêt moyen appliqué sur les crédits, varie de 18% chez les CVECA à 24% pour la SA. Cette moyenne est de 23% en milieu rural contre 22% en milieu urbain.



L'activité de crédit varie également d'une région à une autre (voir annexe 7)

³ Le pourcentage de 100% (emprunteurs / total membres) pour la SA n'est pas pertinent. En effet la seule structure formant ce type n'a pas fourni d'informations par rapport au nombre d'emprunteurs. Ce qui a amené l'étude à considérer par hypothèse que tous les membres sont emprunteurs.

3.2.1 Région de Ségou

Les mutuelles et les CVECA se partagent 92% de membres avec crédits en cours dont 55% pour les mutualistes et 37% pour les CVECA. Au cours de la période sous revue, 65% du nombre des crédits ont été octroyés par les mutualistes contre 31% par les CVECA et 4% par les solidaires. 37 169 personnes ont un crédit en cours, pour un montant total de près de 7,1 milliards de FCFA. En 2005, 92% du nombre des crédits octroyés ont été distribués en zone rurale.

3.2.2 Région de Mopti

14 320 personnes ont un encours de crédit dans la région, pour un montant total de 804 millions de FCFA. Même si en valeur absolue il y a autant de crédits dans les deux milieux, du fait que trois fois plus de membres bénéficiaires de crédits proviennent du milieu rural, ces derniers sont certainement les moins privilégiés individuellement en terme d'encours moyen.

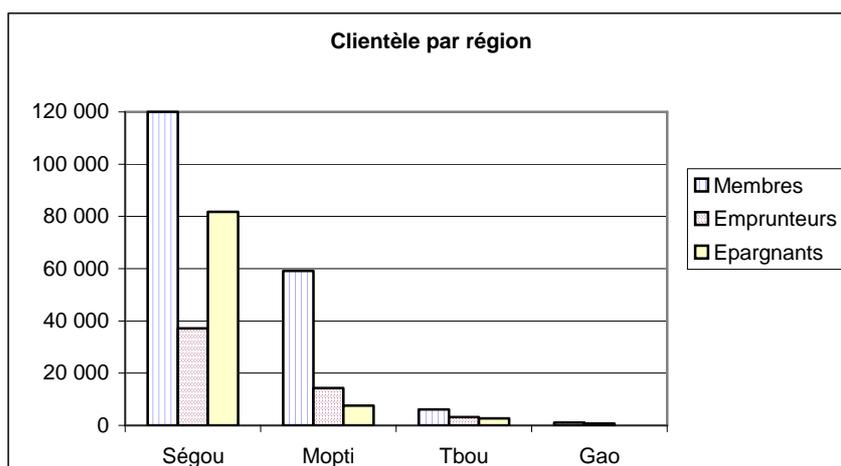
Les mutuelles ont distribué peu de crédits mais ont le crédit moyen le plus élevé (1 625 598 FCFA) alors que les CVECA ont un crédit moyen le plus bas (40 182 FCFA). L'effet groupe amène le crédit moyen des solidaire à 142 041 F CFA. La moyenne de crédit par bénéficiaire est de 191 657 F CFA dans les cités alors qu'il n'est que de 40 305 FCFA dans les campagnes, où les taux d'intérêts sont les plus élevés.

3.2.3 Région de Tombouctou

La région a un nombre de crédits encours de 3 200 crédits pour un montant de 731 millions de FCFA. 51% de l'encours de crédit est le fait de la SA. suivent les mutualistes (27%) et les solidaires (22%). Par contre presque l'ensemble des crédits (98%) est distribué en zone rurale.

3.2.4 Région de Gao

La région présente un encours de crédit de 24 millions de FCFA avec 725 crédits octroyés sur la période. Le crédit est le fait des systèmes mutualistes et solidaires, se partageant le marché. Il est surtout distribué en milieu rural (91 % de l'encours) avec un taux d'intérêt affiché de 24%.



3.3 La demande non satisfaite

Elle exprime un besoin potentiel en crédit des populations non financées par les IMFs. Les adhérents ont surtout besoin de crédits qu'ils cherchent à satisfaire auprès des IMFs puisqu'ils sont exclus du champ des banques classiques.

L'offre de crédit est estimée sur la base des encours fournis par les IMFs enquêtées. La demande est obtenue en appliquant l'encours moyen résultant du consolidé de la zone d'étude au nombre de ménages. Ainsi, le besoin de crédit d'un ménage est de l'ordre 46 500 FCFA par an. Par différence entre la demande ainsi obtenue et l'offre, il s'en déduit la demande non satisfaite. Cet indicateur a la particularité d'être un besoin réel existant après l'intervention des IMFs mais elle a le désavantage de ne pas considérer la notion de solvabilité de la demande. Elle est le marché potentiel existant. Voir annexe 8.

L'estimation globale des besoins en crédit est de 33,6 milliards FCFA. La demande globale non satisfaite est de 25,4 milliards FCFA. Ce besoin est situé surtout au niveau des zones rurales pour 92%. Le milieu urbain paraît suffisamment couvert (seulement 7 % des demandes ne sont pas satisfaites). Les systèmes solidaires semblent être les plus en manque avec 59% de demandes non satisfaites.

Les régions de Mopti et Ségou ont des demandes de même niveau alors que Ségou a un taux de satisfaction par rapport à l'ensemble de 21%, Mopti n'est qu'à 2%. Bien que la demande soit relativement modeste à Tombouctou et Gao, elle n'est pas du tout financée.

Même si le taux de satisfaction de la demande est l'ordre de 21%, à Ségou, un besoin potentiel d'environ 6 milliards existe. Ce besoin est estimé à 12,5 milliards pour la région de Mopti, 4,4 milliards à Tombouctou et 2,6 milliards pour Gao.

	# ménages	Demande de crédit	Offre de crédit	Demande non satisfaite	Dont zone rurale	Dont zone urbaine	Taux de satisfaction
Ségou	281 561	13 080 482 166	7 097 507 912	-5 982 974 254	-5 432 990 120	-549 984 134	21%
Mopti	286 724	13 320 339 708	804 218 304	-12 516 121 404	-11 827 128 544	-688 992 859	2%
Gao	55 544	2 580 408 158	23 943 530	-2 556 464 628	-2 137 128 189	-239 336 439	0%
Tbtou	98 641	4 582 565 914	199 858 465	-4 382 707 449	-4 068 330 926	-314 376 523	1%
Total	722 470	33 563 795 946	8 125 528 211	-25 438 267 735	-23 465 577 779	-1 792 689 955	26%
					92%	7%	

4 LE FINANCEMENT DES IMF ÉTUDIÉES

Les crédits sont financés à 54% par les dépôts et à 24% par les emprunts. Les dépôts en milieu urbain couvrent l'encours des crédits alors qu'en milieu rural l'encours de crédit n'est couvert qu'à 49% par les dépôts, d'où un montant d'emprunt plus important (2,1 milliards) en milieu rural. En outre, la faiblesse des dépôts en milieu rural laisse une demande importante non satisfaite malgré le montant relativement élevé des emprunts. Les mutuelles financent 62% de leur encours de crédit par les dépôts. Ce ratio est de 36% pour les CVECA et de 44% pour le crédit solidaire. Alors que l'encours de crédit est intégralement financé par les dépôts en milieu urbain, en milieu rural ils ne financent que 49% des encours. Cela s'explique notamment par la pauvreté relative des membres du milieu rural par rapport au milieu urbain.

4.1 Données relatives aux ressources externes

Les emprunts (refinancements) s'élèvent à 2,1 milliards FCFA, servis à 99% en milieu rural, à 71,6% aux CVECA, 28,1% aux mutuelles et 0,4% au crédit solidaire.

Selon les informations fournies par les IMFs de la zone d'étude, il peut être relevé que:

- Les refinancements profitent surtout aux CVECA (72%) et aux mutuelles (28%);
- Ils sont utilisés dans le milieu rural (99%);
- Les mutualistes reçoivent 62% des subventions d'investissements suivis des CVECA (22%) et des Solidaires (16%);
- Les systèmes solidaires perçoivent l'essentiel des subventions d'exploitation (97%);
- 99% des subventions d'exploitation financent le fonctionnement des caisses du milieu rural alors qu'elles sont financées à 92% par les subventions d'investissement.

4.2 Cas de la région de Ségou

Selon les informations fournies par les IMFs de la région de Ségou, on observe que:

- Les refinancements profitent surtout aux CVECA (73%) et aux mutuelles (27%);
- Ils sont utilisés dans le milieu rural (100%);
- Les mutualistes reçoivent 79% des subventions d'investissements, suivies des CVECA (21%). Les systèmes de crédit Solidaire ne bénéficient ni de subventions d'investissement ni de subventions de fonctionnement.

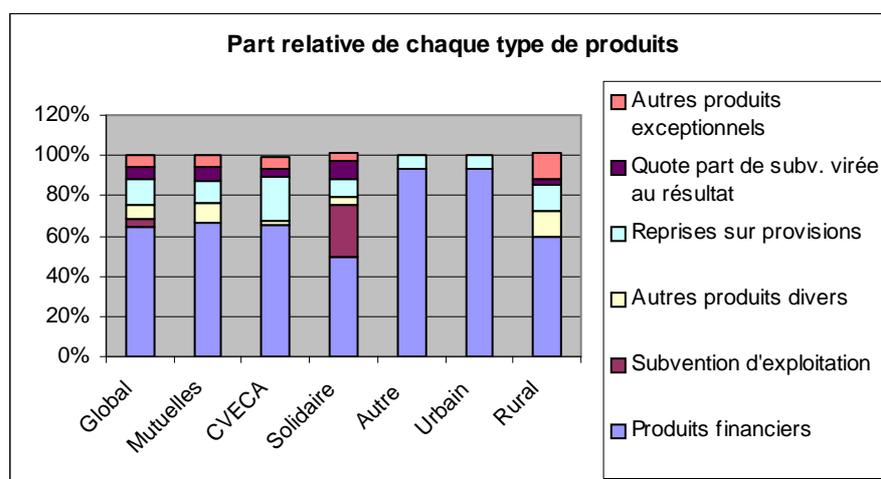
Au niveau de l'exploitation, ce sont **les CVECA** qui sont les privilégiées en recevant **64% des subventions d'exploitation** de l'ensemble de la zone contre 36% pour les systèmes mutualistes. Ces subventions d'exploitation vont essentiellement au milieu rural, terrain de prédilection des CVECA.

5 LA RENTABILITE DES IMF ETUDIEES

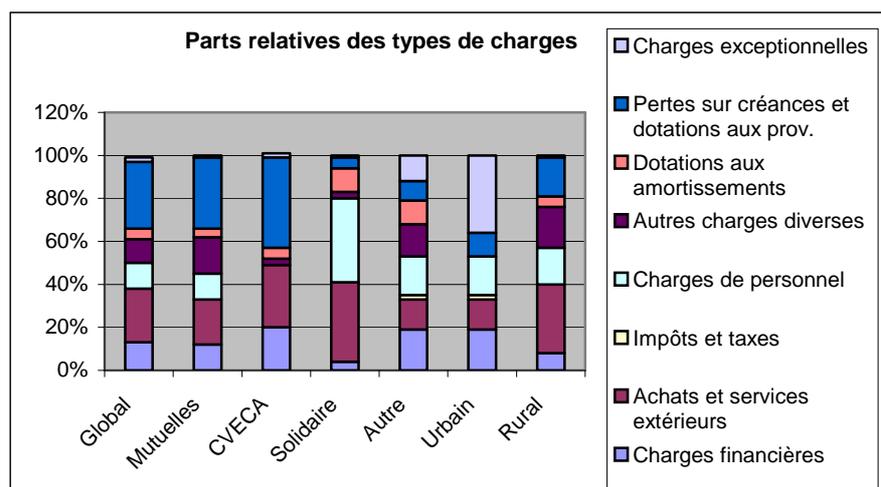
5.1 Analyse des comptes de résultats fournis par les IMFs

Les comptes de résultats arrêtés au 31 décembre 2004 fournis par les IMFs ont été agrégés en vue d'analyser la rentabilité de l'échantillon choisi (cf. annexe 12). Les principaux constats qui se dégagent de cette analyse sont les suivants:

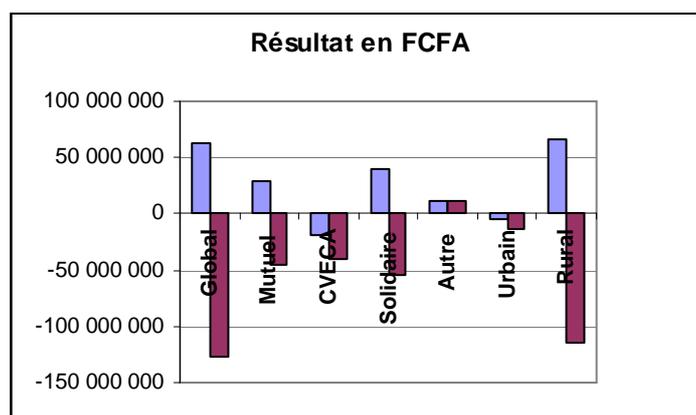
- Le total des produits s'élève à 1,9 milliard de fCFA, dont 82 % en milieu rural. Les mutuelles assurent à elles seules 58 % de ces produits. On constate que les produits financiers représentent 64 % de l'ensemble des produits et que les structures solidaires ont une part relative non négligeable de subventions d'exploitation (exploitation et quote-part virée au résultat représentent 34% des produits).



- Le total des charges est de 1,9 milliard de FCFA, dont 81 % en milieu rural. Les mutuelles détiennent 59 % de ces charges. Les pertes sur créances et dotations pour provisions représentent plus du tiers des charges, exceptées pour les structures solidaires et la SA.



- L'exploitation est rentable avec un résultat bénéficiaire de 63 millions de FCFA. Le milieu rural dégage un excédent de 67 millions pendant que le milieu urbain est déficitaire de 4 millions. Les solidaires génèrent l'essentiel du bénéfice avec 40 millions contre 29 millions pour les mutuelles et 12 millions pour la SA. Les CVECA quant à elles sont déficitaires de 18 millions de FCFA.



La situation déficitaire des CVECA s'explique essentiellement par le poids des pertes sur créances et des provisions pour créances en souffrance d'une part, et d'autre part par des charges financières assez importantes du fait du niveau relativement élevé de leur emprunt par rapport aux mutuelles et au crédit solidaire. Cette situation relativement défavorable des CVECA (opérant toutes en milieu rural) semble minorer le résultat bénéficiaire de ce milieu. Les charges de personnel des CVECAs sont incluses dans les « achats et services extérieurs », car ces structures ont recours à un service technique extérieur avec lequel elles contractualisent pour assurer les services d'assistance-conseils, de formation et de contrôle. Il est important de préciser que cette situation difficile des CVECA est particulièrement liée aux mauvais résultats de l'activité de 2004, notamment avec la chute des rendements de riz à l'hectare suite à l'engorgement des drains. Cet état de fait n'a pas permis aux débiteurs de respecter leurs engagements.

De façon générale, hors subventions (190 millions en exploitation et quote-part virée au résultat), la situation est déficitaire tant en milieu rural qu'urbain, pour l'ensemble des types d'IMF, excepté la SA.

5.2 Analyse des ratios financiers

	Global	Mutuel	CVECA	Solidaire	Autre	Urbain	Rural
Produits d'exploitation hors subventions	1 652 235 085	993 518 414	428 009 194	174 126 884	56 580 593	291 880 324	1 360 354 761
Charges d'exploitation	1 849 711 207	1 095 995 266	488 151 661	237 171 829	28 392 451	347 278 295	1 502 432 912
Autosuffisante opérationnelle	89%	91%	88%	73%	199%	84%	91%
Produit financier net** (1)	1 009 601 787	622 479 720	213 038 640	129 747 880	44 335 547	180 498 561	829 103 226
Frais généraux* (2)	1 603 058 421	967 012 369	387 259 092	228 677 568	20 109 392	319 941 461	1 283 116 960
Ratio (1) / (2)	63%	64%	55%	57%	220%	56%	65%
Intérêts sur crédits	1 178 838 818	702 691 731	287 908 678	136 043 728	52 194 681	196 601 249	982 237 569
Encours crédits	8 657 077 968	5 602 098 731	2 191 104 136	493 359 044	370 516 057	896 666 200	7 760 411 768
Taux de rendement effectif	14%	13%	13%	28%	14%	22%	13%
Charges d'exploitation***	1 849 711 207	1 095 995 266	488 151 661	237 171 829	28 392 451	347 278 295	1 502 432 912
Encours crédits	8 657 077 968	5 602 098 731	2 191 104 136	493 359 044	370 516 057	896 666 200	7 760 411 768
Efficacité opérationnelle	21%	20%	22%	48%	8%	39%	19%
Frais généraux	1 603 058 421	967 012 369	387 259 092	228 677 568	20 109 392	319 941 461	1 283 116 960
Encours crédits	8 657 077 968	5 602 098 731	2 191 104 136	493 359 044	370 516 057	896 666 200	7 760 411 768
Efficacité administrative	19%	17%	18%	46%	5%	36%	17%

* Frais Généraux: total charges - charges exceptionnelles - charges financières

** Produit financier net: produits financiers moins charges financières

*** Charges d'exploitation: total charges - charges exceptionnelles

Globalement, les IMF's étudiées restent encore dépendantes des subventions

En effet, l'autosuffisance opérationnelle n'est atteinte que pour la SA. Les solidaires ont le taux de couverture le plus bas (73%) des charges par les produits. De même, hormis pour la SA, où ils sont couverts à 220 %, les frais généraux ne sont jamais couverts par le produit financier net.

Le taux de rendement effectif n'est en cohérence avec le taux d'intérêt moyen sur crédit que pour le crédit solidaire⁴. Ce taux doit être amélioré afin de faciliter l'atteinte de la rentabilité sans les subventions.

Excepté la SA, l'efficacité opérationnelle est supérieure au taux d'intérêt moyen et au taux de rendement effectif, confirmant ainsi la situation peu favorable sans les subventions, comme constatée plus haut. Ce ratio en général est calculé à partir de l'encours mensuel moyen de crédit en vue de lisser son niveau sur l'année. En effet, le numérateur du ratio est un ensemble de flux annuels alors que l'encours est un stock en fin d'année. Le lissage permet ainsi d'harmoniser les 2 termes en prenant en compte les différentes fluctuations de l'encours crédit tout au long de l'année. L'information sur l'encours crédit à la fin des différents mois de l'année n'ayant pas pu être obtenue dans les délais au près des IMF's, l'interprétation du ratio en l'état est limitée, voire délicate.

L'efficacité administrative est inférieure au taux d'intérêt moyen, mais demeure dans l'ensemble supérieure au taux de rendement effectif. La remarque évoquée par rapport à l'encours moyen pour le ratio de l'efficacité opérationnelle est également à prendre en compte pour ce ratio.

L'essentielle de la richesse des IMF's provient du milieu rural

5.3 Analyse différentielle de l'exploitation et calcul du seuil de rentabilité

L'étude a procédé au retraitement et au reclassement de certains éléments des comptes de résultats sus analysés, en vue de déterminer le seuil de rentabilité et les conditions nécessaires à son atteinte en terme de produit opérationnel optimal, de nombre optimal de

⁴ Il faut souligner que l'utilisation de l'encours mensuel moyen donnerait un résultat plus pertinent. Il n'a malheureusement pas été fourni par les IMF's.

membres, de volume optimal de dépôt, de volume optimal de crédit et de volume optimal de refinancement. Ces reclassements et retraitements figurent en annexe 11.

Sur la base de ces hypothèses, l'étude aboutit à des résultats appelant les commentaires suivants:

- le taux d'intérêt moyen est retenu pour l'évaluation des différentes composantes du seuil de rentabilité (dépôt optimal, crédit optimal, nombre optimal de membres, volume optimal de refinancement). Or, comme constaté plus haut, le taux de rendement effectif est partout inférieur au taux d'intérêt moyen excepté le crédit solidaire.
- Les IMF doivent améliorer leur taux de rendement effectif et revoir (notamment chez les CVECA) leur système de rémunération des dépôts. En outre, elles doivent négocier des emprunts (refinancement) à des taux encore plus faibles afin de réduire leurs charges financières. Il est à souligner que le taux moyen sur refinancement servi aux IMF par les banques de la place est de 8%.

Ainsi, l'étude parvient aux conclusions suivantes, en vue d'atteindre le seuil de rentabilité:

- un volume crédit (octroi de crédits) de 11,6 milliards de FCFA auquel est appliqué un taux d'intérêt de 22%. Ce volume de crédit implique des besoins de refinancement de 7,1 milliards de FCFA. Les mutuelles dégagent à elles seules 63% du volume de crédit mais seulement 31% des besoins de refinancements. Les CVECA ont le plus besoin de refinancements. En effet, exprimant 22% du volume de crédit nécessaire, leurs besoins en financements remontent à 32% plus que les mutuelles.

Postes de produits	Mutuel	CVECA	Solidaire	Autre
% du Volume d'octroi de crédit par rapport au global	63%	22%	14%	2%
% du besoin de refinancement par rapport au global	31%	32%	22%	1%

Remarque: La somme de ces pourcentages ne donne pas 100 du fait que le volume d'octroi de crédit et les besoins de refinancements ne sont pas obtenus par sommation des différents types d'IMF.

- un montant de dépôts d'au moins 5,5 milliards de FCFA.
- un nombre de membres actifs de 219 007, dont 177 000 pour les mutuelles, 30 000 pour les CVECA et 7 000 pour le crédit solidaire.
- un taux de charges variables par rapport à l'encours crédit d'au plus 4 %.A ce niveau, les CVECA ont un effort à faire pour s'aligner sur la moyenne de la zone.

Postes de produits	Mutuel	CVECA	Solidaire	Autre
Encours crédit (1)	5 582 741 510	2 196 396 836	481 160 644	370 516 057
Charges variables (2)	226 712 395	135 292 328	10 520 660	8 403 616
Taux de charges variables (2) / (1)	4%	6%	2%	2%

5.4 Estimation du coût d'une IMF de la création à la phase d'institutionnalisation

L'ensemble de la simulation figure en annexe 14. Cet exemple est tiré sur la base de l'expérience d'une CVECA. Le projet démarre en année 0 avec comme objectif la création de 25 caisses de bases. Les charges ont été évaluées sur la base d'expérience réelle. Selon les informations obtenues sur le terrain, l'autonomisation complète de ce type de système intervient souvent après 15 voire 18 ans d'appuis et de subventions.

Dans cet exemple, les estimations portent sur une période de dix ans, avec des coûts d'interventions constants; les investissements n'étant pas renouvelés pendant la période.

Le coût engendré par ce réseau se décompose comme suit:

Investissements	128 937 500
Fonctionnement	367 405 091
Divers et imprévus	9 927 000
Total	506 269 591

Ces 506 millions sont financés sous forme de subventions par des bailleurs de fonds au cours des dix années. Dans certains cas, après quinze années d'appui, le système génère 200 millions de produits financiers nets, avec 8 000 clients crédit et 30.000 membres adhérents.

En conclusion, on peut dire que globalement, la zone d'étude reste encore largement dépendante des subventions sans lesquelles elle n'est pas rentable et autosuffisante. Dans les perspectives d'une viabilité financière, les IMFs et leurs partenaires doivent:

- améliorer leur politique de recouvrement en vue d'accroître le taux de rendement effectif et la qualité du portefeuille à travers la réduction des provisions et les pertes sur créances irrécouvrables;
- renforcer la formation des dirigeants sur l'instruction des dossiers de crédit et l'analyse des risques et la gestion des impayés;
- renforcer le contrôle interne à travers un système d'information et de gestion performant en vue de disposer d'informations en temps utile pour les prises de décisions efficaces;
- rechercher des refinancements à des conditions (taux d'intérêt et durée) encore plus avantageuses afin, d'une part, de réduire leurs charges financières, et d'autre part, de pouvoir réduire les effets de l'inadéquation (en terme de durée) entre les besoins et l'offre de crédit. Il est à souligner que le taux moyen sur refinancement servi aux IMFs par les banques de la place est de 8%.

Ces mesures ayant pour effets d'accroître la productivité des dirigeants, l'augmentation de la qualité du portefeuille et des produits financiers, la réduction des risques de fraudes et de détournements, la diminution des charges financières, les IMFs se passeraient progressivement des subventions et atteindraient à moyen terme leur pérennité financière et opérationnelle. A cet effet, toutes les actions de recherche de ressources doivent s'inscrire dans une optique financière commerciale avantageuse plutôt que dans une optique d'assistantat sous forme de subventions.

CONCLUSION

L'étude a permis de faire un état des lieux de l'offre de services de micro finance dans les régions de Mopti, Ségou, Tombouctou et Gao. L'étude a porté sur 21 institutions de micro finance comprenant 324 caisses, ce qui représente 91% des IMFs et 98% des caisses de 4 régions. Au niveau national, cela représente 40% de l'effectif total des caisses. Le rapport est basé sur les données de 2004, année particulièrement médiocre en termes de ressources. L'étude est donc partiellement objective.

Il ressort de cette étude les éléments suivants:

Concernant la couverture, le milieu rural dispose de l'essentiel des caisses: 94% des caisses sont situées en milieu rural, où vit 92% de la population active. Le sociétariat est surtout dominé par les hommes (59%, tous milieux confondus). Le secteur est animé par les structures mutualistes et les CVECA. On note, par ailleurs, l'apparition de structures de type «S.A» dans le paysage Malien de la micro finance. Les régions du nord (Tombouctou et Gao) sont faiblement pourvues, ils comptent 22% de la population active des 4 régions, mais 5% des caisses.

Concernant le taux de pénétration, il est extrêmement faible. Ce taux rapporte le nombre d'adhérents à la population active. Globalement pour les 4 régions, ce taux est de 8% (2% pour Tombouctou et 0,5% pour la région de Gao). Les CVECA (46%) et les mutualistes (45%) regroupent 91% des membres et 96% des caisses.

Les caisses ont beaucoup des adhérents, mais peu de déposants: 49% des membres sont des déposants, pour un montant total de dépôts de 4,7 milliard FCFA et un dépôt moyen par membre de 25 243 FCFA. Concernant les dépôts, ceux-ci sont le fait de mutualistes opérant à Ségou et Mopti pour l'essentiel. Cependant, les sociétaires de système solidaire commencent timidement, à épargner. Tous les systèmes essaient aujourd'hui de mobiliser l'épargne locale, ou d'en rendre une conditionnalité au crédit. Ils constituent à l'intérieur de leur clientèle des groupements solidaires pour l'obtention des crédits surtout au niveau des femmes. La faiblesse des ressources internes, entre autre dû à l'extrême pauvreté des populations surtout du monde rural, explique un niveau de dépôt relativement faible.

Concernant l'offre de crédit, seuls 28% des membres ont un crédit en cours, qui totalise 8,7 milliard FCFA. Les mutuelles et les CVECA gèrent plus des trois quarts des crédits en cours, et 90% des montants octroyés. L'essentiel de ces crédits se font en milieu rural. Le besoin de crédit commande l'adhésion des populations pauvres à la micro finance.

La demande globale non satisfaite est obtenue en appliquant l'encours moyen résultant du consolidé de la zone d'étude, au nombre de ménages. Ainsi, le besoin de crédit d'un ménage est de l'ordre 46 500 FCFA par an. Ainsi, l'estimation globale des besoins en crédit est de 33,6 milliards FCFA. La demande globale non satisfaite est de 25,4 milliards FCFA. Le taux de satisfaction est relativement bas notamment en zone rurale, et particulièrement dans les régions de Mopti, Gao et de Tombouctou (2%, 0% et 1%). Dans la région de Segou ce taux est 21%.

Globalement, les crédits sont financés à 54% par les dépôts et à 24% par les emprunts. Les dépôts en milieu urbain couvrent l'encours des crédits alors qu'en milieu rural l'encours de crédit n'est couvert qu'à 49% par les dépôts. Ainsi, une impulsion sur le niveau d'activité en milieu rural ne pourrait venir que des sources de financements nationales et/ou internationales.

Concernant la rentabilité des IMF étudiées, les comptes de résultats fournis par les IMFs montrent que le total des produits s'élève à 1,9 milliard de FCFA, et le total de charges à 1,9 milliard de FCFA. Les mutuelles assurent à elles seules 58% de ces produits et 59% de ces charges. Les pertes sur créances et dotations pour provisions représentent plus du tiers des charges, exceptées pour les structures solidaires et la SA. Les ratios financiers montre que le taux de l'efficacité opérationnelle (21%) est supérieur au taux globale de rendement effectif (14%). Ce taux de rendement effectif n'est en cohérence avec le taux d'intérêt moyen sur crédit, que pour le crédit solidaire et doit être amélioré afin de faciliter l'attente de la rentabilité sans les subventions. De façon générale, hors subventions (190 millions en

exploitation et quote-part virée au résultat), la situation est déficitaire tant en milieu rural qu'urbain, pour l'ensemble des types IMF, excepté la SA.

L'étude a essayé de déterminer le seuil de rentabilité et les conditions nécessaires à son atteinte en terme de produit opérationnel optimal, de nombre optimal de membres, de volume optimal de dépôt, de crédit et de refinancement (Annex 11). Globalement les conclusions sont les suivantes: un volume de crédit de 11,6 milliard de FCA auquel est appliqué un taux d'intérêt de 22%. (Ce volume de crédit implique des besoins de refinancement de 7,1 milliards de FCFA). Un montant de dépôt d'au moins 5,5 milliard de FCFA, un nombre des membres actifs de 219 007 et un taux de charges variables par rapport à l'encours crédit d'au plus 4 %.

L'étude a estimé le coût d'une IMF de la création à la phase d'institutionnalisation. Cet exemple est tiré sur la base de l'expérience d'une CVECA, avec comme objectif la création de 25 caisses de bases. Selon les informations obtenues sur le terrain, l'autonomisation complète de ce type de système intervient auprès 15 voire 18 d'années d'appuis et de subventions. Le coût engendré par ce réseau se totalise à 506 millions sous forme de subventions par des bailleurs au cours des dix années. Dans certains cas, après 15 années d'appui, le système génère 200 millions de produits financiers bets, avec 8000 clients crédits et 30.000 membres adhérents.

Globalement, la zone d'étude reste encore largement dépendante des subventions. Dans les perspectives d'une viabilité financière, les IMFs et leurs partenaires doivent améliorer leur politique de recouvrement, renforcer la formation des dirigeants, renforcer le contrôle interne et rechercher des financements à des conditions (taux d'intérêt et surtout durée) encore plus avantageuses.

Avec ces mesures les IMFs se passeraient progressivement des subventions et atteindraient à moyen terme leur pérennité financière et opérationnelle. A cet effet, toutes les actions de recherche de ressources doivent s'inscrire dans une optique financière commerciale avantageuse plutôt que dans une optique d'assistanat sous forme de subventions. Cela insufflerait un dynamisme aux IMF les obligeant à rechercher les voies et moyens (augmentation du rendement effectif et maîtrise des charges et qualité de portefeuille) pour raccourcir leurs délais d'autonomisation.

ANNEXES

ANNEXE 1: DESCRIPTIF DES IMF DE LA ZONE

A. Les SFD de type mutualiste

✓ CAMEC

La Caisse Mutualiste de l'Education et de la Culture est mise en place depuis 2001, par et pour les enseignants. Initialement au service des enseignants, aujourd'hui la CAMEC compte parmi sa clientèle des membres d'autres horizons professionnels. L'institution est présente en milieu urbain et rural, dans toutes les régions du pays. Dans l'ensemble, le réseau compte plusieurs points de services avec une clientèle estimée à **1 528 adhérents** à qui le réseau offre des produits divers tels: **le capital social, le crédit, les dépôts et l'avance sur salaire**. Les partenaires de la CAMEC sont: MUTEK, BNDA, BDMs.a, CASDEN.

✓ CMEC/PDR

La Caisse Mutuelle d'Epargne et de Crédit / Programme de Diversification de Revenus en zone non cotonnière (CMEC/PDR) est en place depuis février 1999. Elle est au service des paysans et autres personnes exerçant des activités génératrices de revenus. La CMEC/PDR est à cet effet, implantée en milieu rural dans la région de Ségou et Mopti plus précisément à San, Bla, Tominian et Djenné. Le réseau compte **52 caisses** fonctionnelles avec une clientèle d'environ **18 500 membres** à qui sont offerts des produits divers tels: **le crédit, les dépôts et le capital social**.

✓ FCRMD

La Fédération des Caisses Rurales Mutualistes du Delta est un réseau composé de 5 unions. La FCRMD est située dans la région de Ségou et s'étend sur les cercles de Niono et Macina et sur plusieurs villages de la zone rizicoles. Sa clientèle de plus de **17 363 membres** se recrute parmi la population rurale du delta. Il s'agit des paysans en général en plus des femmes exerçant des AGR. La FCRMD dispose de **54 caisses** de base et offre trois types de produits que sont: **le capital social des membres, les dépôts et les crédits**. Les partenaires de la FCRMD sont: l'ON et la Coopération Hollandaise.

✓ KONDO JIGIMA

Les caisses associatives d'épargne et de crédit Kondo Jigima sont une initiative des artisans du Mali pour trouver une solution aux problèmes d'accès au financement. Les premières caisses ont vu le jour en 1991 sur financement de la Coopération Suisse. Actuellement le Réseau Kondo Jigima couvre toutes les régions du Mali, sauf celles du Nord, avec **35 caisses** totalisant dont **9 408 membres** dans la zone de Ségou – Mopti. Ses principaux clients se recensent parmi les artisans.

✓ NYESIGISO

La première caisse du réseau Nyésigiso a été implantée à Ségou en 1990, l'Union des caisses est intervenue en 1997 et le Réseau en 1994. Les caisses Nyésigiso bénéficient de l'appui financier du Ministère des Finances du Mali et de l'ACDI. Ces caisses d'épargne et de crédit se sont développées à partir de Ségou et visent essentiellement les femmes. En plus du développement des services d'épargne et de crédit, les caisses fournissent des services de formation en gestion, marketing, alphabétisation, nutrition et éducation sanitaire pour ses 32 552 membres dont en priorité les femmes. De nos jours, le Réseau s'étend progressivement sur une grande partie du Mali notamment les zones de Bamako, Kita, Koulikoro et Diré.

✓ SASSAKAWA GLOBAL 2000

Sasakawa Global 2000 est une ONG américaine dont les actions dans le secteur de la micro finance ont démarré en 1997. Sasakawa Global 2000 est spécialisée dans **l'action coopérative, la vulgarisation agricole et plus tard l'épargne crédit**. Elle intervient à travers **15 caisses** rurales d'épargne et de crédit (CREP) dans les régions de Ségou, Koulikoro, Mopti et Sikasso (Sélingué) pour une clientèle de **1 666 membres**. Son partenaire financier est Sasakawa Center (Atlanta Etats Unis). Les services financiers de Sasakawa Global 2000 couvrent les besoins des producteurs en intrants, semences améliorées ainsi que le petit commerce et le maraîchage.

✓ **SUBA NAFA**

Le réseau Suba Nafa est en place depuis 2000. Ses adhérents sont au nombre de **1 035**, principalement des paysans. Le réseau est situé en milieu rural dans la région de Tombouctou. Le réseau Suba Nafa compte **5 points de services** et offre des produits tels: **le capital social des membres, les dépôts et les crédits**. Les partenaires de Suba Nafa sont: ACORD, ADNORD.

✓ **WOURI**

La caisse WOURI s'est créée en septembre 1997. Ses **107 membres** sont principalement des paysans situés en milieu rural dans la région de Gao plus précisément à Ansongo. La caisse compte **1 seul point de services** et offre des produits tels: **le capital social des membres, les dépôts et les crédits**. Le seul partenaire de WOURI est: FDE.

✓ **YERETASO**

Yérétaso en bambara « Autonomie », est une caisse inter-groupements d'épargne et de crédit créée en 2000. Les groupes qu'elle cible sont essentiellement des femmes et leurs groupements. Yérétaso existe dans la région de Ségou, en milieu rural et semi urbain. Elle dessert **551 adhérents** en **10 points de services**. Les produits offerts par Yérétaso sont: **les dépôts, le capital social et le crédit**. Le seul partenaire de Yérétaso est: ONG A.E.D

B. Les SFD de type solidaire

✓ **CANEF** Centre d'Appui Nutritionnel et Economique aux Femmes

Le CANEF est une ONG malienne créée en 1992 qui offre du **crédit lié à l'éducation des femmes**. Ses fonds proviennent de ses promoteurs et de la BNDA. Le CANEF intervient sur tout le Mali-sud, le district de Bamako ainsi que les régions de Ségou et de Kayes à travers ses **15 antennes** servant de caisses pour **2 681 femmes membres**.

✓ **DOT**

L'association Dourey Timbuktu (DOT), une ONG de développement en passe de devenir une institution de micro finance d'Epargne et de Crédit est active dans le secteur depuis janvier 2003. Elle est basée à Tombouctou et travaille avec les populations en zone urbaine comme rurale. Les populations ciblées sont des femmes et des hommes, exerçant des activités génératrices de revenus (commerce), ainsi que des agriculteurs. L'association compte **3 points de services** avec une clientèle de **2 363 membres** à qui elle offre des produits divers tels: **le capital social des membres, les dépôts et les crédits**. Les partenaires de la CMEC sont: USAID et Mali Finances.

✓ **FIDES – MALI**

FIDES - MALI est en place depuis 1999. Au service en particulier des femmes menant des activités génératrices de revenus et des éleveurs en milieu rural, FIDES –Mali est basée dans la région de Mopti. La caisse compte **4 points de services** avec une clientèle de **4 126 membres** à qui elle offre des produits divers tels: **le crédit, la formation et la banque de céréales**. Les partenaires de FIDES - MALI sont: Azaoud Finances et la BNDA

✓ **GARI**

Groupe d'artisans fonctionnel depuis 2000, est au service des artisans. GARI est situé dans la région de Gao. Le réseau compte **3 points de services** avec une clientèle de plus de **841 membres** à qui elle offre des produits divers tels: **le crédit les dépôts (DAT et DAV)**.

✓ **NEF**

L'implantation des caisses de la Near East Foundation a débuté en 1992 dans les cercles de Mopti et de Douentza (zone d'intervention de l'ONG). Les caisses ont bénéficié du soutien financier de l'ONG néerlandaise Novib pour consolider les actions de l'ONG dans la zone auprès de **1 542 femmes** intéressées par le maraîchage et le petit commerce par l'octroi de crédit de fonds de roulement

✓ **NYETAA MUSOW**

C'est en 1994 que le Programme d'appui aux femmes de Mopti, Nyetaa musow a commencé à développer des caisses pour le crédit solidaire en faveur des femmes à faibles revenus de la commune de Mopti. Le programme dispose d'**une seule caisse** et s'occupe exclusivement des femmes pauvres de la commune de Mopti en les incitant au regroupement autour du **crédit solidaire** pour des activités de petit commerce et de petits investissements. Sa clientèle exclusivement féminine s'élève à **4 214 membres**.

✓ **YERETASO/AMAPEF**

Association Malienne pour la Promotion des Entreprises. Yérétaso intervient dans la commune de Kati, le cercle de Kati et le district de Bamako. Elle soutient les efforts des femmes en matière d'activités génératrices de revenus dans les domaines du petit commerce, de la teinture et des banques de céréales. L'association a **6 caisses**, toutes aux services de **551 membres**. Son principal partenaire financier est « Pain Pour Le Monde » (PPLM).

C. Les SFD de type CVECA

✓ **CVECA NIONO**

Le réseau de caisses associatives villageoises d'épargne et de crédit de Niono a vu le jour en 1994. La CVECA Niono intervient auprès des associations villageoises comme les riziculteurs, emboucheurs, maraîchers et les commerçants. Le réseau compte **51 caisses** qui offrent de meilleures conditions de travail à ses **26 819 adhérents** dans leurs domaines d'intervention. L'AFD et la BNDA sont les principaux partenaires financiers de la CVECA Niono.

✓ **CVECA PAYS DOGON**

La Caisse Villageoise d'Epargne et de Crédit Autogéré (CVECA) du Pays Dogon a été créée en 1986-1987. Cette caisse vise les intérêts des commerçants, des agriculteurs, des artisans et des éleveurs. Avec ses **65 caisses** et **32 801 adhérents** à travers les cercles de Bankass, Koro et Bandiagara, les actions de la CVECA s'inscrivent dans l'amélioration des activités du groupe cible ci-dessus. Ses principaux partenaires financiers sont la KFW et le CIDR.

✓ **PASECA / TENENKOU – MACINA**

Le Programme d'Appui pour la mise en place d'un Système d'Epargne et de Crédit Autogéré (PASECA) est actif dans la zone de Ténenkou (région de Mopti) et de Macina (région de Ségou) depuis 2001. Le programme dispose de **27 caisses** pour une clientèle estimée à **4 381 membres** en majorité des femmes exerçant des activités génératrices de revenus en plus des paysans. Les produits offerts: **le capital social des membres, les dépôts (DAT, DAT) PE et le crédit**. Les partenaires du PASECA sont: la BNDA, le CIDR, CAS/SFD, APIM – Mali, l'ACA.

✓ **PASACOO SAN ET DJENNE**

Le Projet d'Appui aux Structures Associatives et Coopératives (PASACOO) qui intervient dans les cercles de San et de Djenné fut mis en place en mai 1995. Les riziculteurs, emboucheurs, maraîchers et les commerçants constituent sa clientèle. Le PASACOO opère avec **53 caisses** qui ont comme objectif majeur, créer de meilleures conditions d'accès aux crédits pour ses **21 249 associés**. Les principaux financiers du PASACOO sont la GTZ et la BNDA.

ANNEXE 2: REPARTITION GEOGRAPHIQUE ET TYPOLOGIE DES IMF ETUDIEES

		Nombre de membres	Nombre de caisses													TOTAL	
			Urbains						Rurales						TOTAL		
			Ségou	Mopti	Tbou	Gao	Total	%	Ségou	Mopti	Tbou	Gao	Total	%			
Mutualistes	1	CAMEC	1 598	2	1	1	1	5	1	3	2	0	6	11	3%		
	2	CRMD	17 488	0	0	0	0	0	54	0	0	0	54	54	17%		
	3	GLOBAL 2000	1 666	0	0	0	0	0	4	5	0	0	9	9	3%		
	4	KONDO JIMIGA	9 408	4	2	0	0	6	2	4	0	0	6	12	4%		
	5	NYESIGIO	34 087	4	0	0	0	4	17	0	1	0	18	22	7%		
	6	PDR SAN	18 500	0	0	0	0	0	50	2	0	0	52	52	16%		
	7	SUBA NAFA	1 038	0	0	1	0	1	0	0	4	0	4	5	2%		
	8	WOURI	107	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	0%		
	9	YERETASO	551	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0%		
43%		84 440	45%	17				5%	150				46%	167	52%		
Solidaires	1	CANEF	2 681	2	0	0	0	2	1	0	0	0	1	3	1%		
	2	DOT Tombouctou	2 363	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1	0%		
	3	Doukéré	22	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1	0%		
	4	Fides Mali	4 126	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0%		
	5	Gari Ménaka	841	0	0	0	0	0	0	0	0	3	3	3	1%		
	6	NEF	1 542	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1	1	0%		
	7	Nyeta Musow	4 214	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0%		
33%		15 789	8%	4				1%	7				2%	11	3%		
CVECA	1	CVECA ON1	26 819	0	0	0	0	0	50	0	0	0	50	50	15%		
	2	CVECA Pays Dogon	32 801	0	0	0	0	0	0	18	0	0	18	18	6%		
	3	PASACOOP San Djenné	21 249	0	0	0	0	0	31	19	0	0	50	50	15%		
	4	PASECA Macina Ténékoun	4 381	0	0	0	0	0	19	8	0	0	27	27	8%		
19%		85 250	46%	0				0%	145				45%	145	45%		
Autre	1	Azaoud Finance	867	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1	0%		
	5%		867	0%	0					1				0%	1	0%	
21		TOTAL	186 346	21				6%	303				94%	324			

ANNEXE 3: REPARTITION GEOGRAPHIQUE ET TYPOLOGIE DES IMF ETUDIÉES

	IMF étudiées	Caisses urbaines					Caisses rurales				
		Ségou	Mopti	Tbou	Gao	Total	Ségou	Mopti	Tbou	Gao	Total
Mutuelles	43%	3%	1%	1%	0%	5%	40%	4%	2%	0%	46%
Solidaires	33%	1%	1%	0%	0%	1%	0%	0%	1%	1%	2%
CVECA	19%	0%	0%	0%	0%	0%	31%	14%	0%	0%	45%
SA	5%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Total	100%	4%	2%	1%	0%	6%	71%	19%	3%	1%	94%

ANNEXE 4: PART DES FEMMES DANS LE SOCIETARIAT

	Nombre de membres		Proportion de femmes		
Mutuelles	84 440	45%	26 740	14%	32%
Solidaires	15 789	8%	13 915	7%	88%
CVECA	85 250	46%	29 641	16%	35%
SA	867	0%	91	0%	10%
Total	186 346	100%	70 387	38%	38%
Rural	23 606	13%	11 940	6%	51%
Urbain	162 740	87%	58 447	31%	36%
Total	186 346	100%	70 387	38%	86%

ANNEXE 5: TAUX DE PENETRATION

	Nombre de membres	Population active	Taux de pénétration
Mutuelles	84 440		3%
Solidaires	15 789		1%
CVCEA	85 250		4%
SA	867		0%
Total	186 346	2 433 533	
Rural	162 740		7%
Urbain	23 606		1%
Total	186 346	2 433 533	

ANNEXE 6: TYPES DE DEPOTS

	Nombre de déposants	%	Dépôt moyen par membre	Part du total des dépôts	Part des dépôts rémunérés	Part des dépôts non rémunérés	Part des dépôts à vue	Part des dépôts à terme	Part des autres dépôts	Epargnants	Epargnantes	Groupes d'épargnants
Mutuelles	65 755	71%	41 156	74%	36%	17%	17%	13%	17%	5%	1%	15%
Solidaires	7 163	8%	13 883	5%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	4%	0%
CVECA	18 213	20%	9 359	17%	11%	6%	6%	11%	0%	0%	0%	0%
SA	867	1%	244 243	5%	3%	1%	1%	3%	0%	0%	0%	0%
Total	91 998	100%	25 243	101%	51%	24%	24%	27%	17%	5%	5%	15%

Rural	76 069	83%	23 156	80%	47%	20%	19%	27%	17%	5%	1%	16%
Urbain	15 929	17%	39 635	20%	3%	5%	5%	1%	0%	0%	4%	0%
Total	91 998	100%	25 243	100%	50%	25%	24%	28%	17%	5%	5%	16%

Total des dépôts	4 700 000 000
-------------------------	----------------------

NB: Les chiffres sont à prendre avec précaution du fait de la non fourniture d'informations sur la répartition des dépôts par certains IMFs.

SEGOU	Nombre de membres	Nombre de déposants	%	Montant des dépôts	Dépôt moyen par membre
Mutuelles	74 338	63 807	78%	2 588 090 780	34 815
Solidaires	2 681	2 876	4%	48 409 087	18 056
CVECA	43 050	15 083	18%	552 572 554	12 836
SA	0	0		0	0
Total	120 069	81 766		3 189 072 421	26 560
Rural	104 953	70 051	86%	2 671 062 094	25 450
Urbain	15 116	11 715	14%	518 010 327	34 269
Total	120 069	81 766		3 189 072 421	26 560

MOPTI	Nombre de membres	Nombre de déposants	%	Nombre d'hommes	Nombre de femmes	Nombre de groupements	% de déposants	% déposants / total	Montant des dépôts	Dépôt moyen par membre
Mutuelles	7 021	119	2%	0	0	122	2%	0%	646 711 863	92 111
Solidaires	9 882	4 286	57%	33	4 232	0	43%	7%	135 391 902	13 701
CVECA	42 200	3 130	42%	2 169	839	254	7%	5%	245 253 725	5 812
SA	0	0		0	0			0%	0	0
Total	59 103	7 535		2 202	5 071	376	13%	13%	1 027 357 490	17 382
Rural	51 178	3 321	44%	2 202	857	143	6%	6%	615 546 871	12 028
Urbain	7 925	4 214	56%	0	4 214	233	53%	7%	411 810 619	51 963
Total	59 103	7 535		2 202	5 071	376	13%	13%	1 027 357 490	17 382

Tbou	Nombre de déposants	Montant des dépôts	Part des dépôts rémunérés	Part des dépôts non rémunérés	Part des dépôts à vue	Part des dépôts à terme	Part des autres dépôts	Dépôt moyen par membre	Taux moyen de rémunération
Mutuelles	1 810	232 451 587	143 873 274	73 173 088	73 173 088	108 717 961	35 155 313	80 740	0,80%
Solidaires	0	13 900 504	0	4 868 885	4 868 885	0	0	5 828	1,00%
CVECA	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00%
SA	867	211 758 257	155 960 788	55 797 469	55 797 469	155 960 788	0	244 243	4,00%
Total	2 677	458 110 348	299 834 062	133 839 442	133 839 442	264 678 749	35 155 313	74 720	1,10%

Rural	2 677	456 101 048	299 834 062	133 839 442	133 839 442	264 678 749	35 155 313	80 569	1,00%
Urbain	0	2 009 300	0	0	0	0	0	4 275	0,00%
Total	2 677	458 110 348	299 834 062	133 839 442	133 839 442	264 678 749	35 155 313	74 720	1,10%

GAO	Nombre de déposants	Groupements	Montant des dépôts	Dépôt moyen par membre
Mutuelles	19	0	7 988 821	39 549
Solidaires	1	73	21 491 200	25 554
CVECA	0	0	0	
SA	0	0	0	
Total	20	73	29 480 021	28 265

Rural	2 677	73	25 683 026	27 092
Urbain	0	0	3 796 995	39 968
Total	2 677	73	29 480 021	28 265

ANNEXE 7: TYPES DE CREDITS

	Nombre de membres	Nombre d'emprunteurs	%	Encours de crédit	%	Encours moyen de crédit	% d'emprunteurs sur total membres	Taux d'intérêt moyen
Mutuelles	84 440	20 198	39%	5 602 098 731	65%	277 359	24%	23%
Solidaires	15 789	10 060	19%	493 359 044	6%	49 042	64%	23%
CVECA	85 250	20 560	40%	2 191 104 136	25%	106 571	24%	18%
SA	867	867	2%	370 516 057	4%	427 354	100%	24%
Total	186 346	51 685	100%	8 657 077 968	100%	167 497	28%	22%
Rural	162 740	45 255	88%	7 760 411 768	90%	171 482	28%	23%
Urbain	23 606	6 430	12%	896 666 200	10%	139 450	27%	22%
Total	186 346	51 685	100%	8 657 077 968	100%	25 243	28%	22%

SEGOU	Nombre de membres	Encours de crédit	%	Membres avec crédit en cours	%	Nombre de crédits octroyés	%	Montant des crédits octroyés	%	Taux d'intérêt annuel moyen	Taux des crédits en souffrance
Mutuelles	74 338	5 106 149 782	72%	20 400	55%	27 787	65%	4 168 725 285	66%	21%	2%
Solidaires	2 681	48 953 274	1%	2 876	8%	1 886	4%	209 403 502	3%	26%	3%
CVECA	43 050	1 942 404 856	27%	13 893	37%	13 024	31%	1 955 870 305	31%	27%	0%
SA	0										
Total	120 069	7 097 507 912	100%	37 169	100%	42 697	100%	6 333 999 092	100%	23%	2%
Rural	104 953	6 617 348 549	93%	33 544	90%	39 137	92%	6 142 933 985	97%	22%	3%
Urbain	15 116	480 159 363	7%	3 625	10%	3 560	8%	191 065 107	3%	22%	2%
Total	120 069	7 097 507 912	100%	37 169	100%	42 697	100%	6 333 999 092	100%	22%	2%

MOPTI	Encours de crédit	%	Membres avec crédit en cours	%	Montant des crédits octroyés	%	Taux d'intérêt annuel moyen	Taux des crédits en souffrance
Mutuelles	284 345 354	35%	13	0%	21 132 775	2%	23%	3%
Solidaires	271 173 670	34%	5 029	35%	714 323 819	64%	21%	2%
CVECA	248 699 280	31%	9 278	65%	372 806 055	34%	27%	2%
SA								
Total	804 218 304	100%	14 320	100%	1 108 262 649	100%	23%	3%
Rural	403 440 889	50%	10 811	75%	435 737 649	39%	24%	3%
Urbain	400 777 415	50%	3 509	25%	672 525 000	61%	21%	2%
Total	804 218 304	100%	14 320	100%	1 108 262 649	100%	23%	3%

Tbou	Encours de crédit	%	Nombre de crédits en cours	%	Nombre de crédits octroyés	%
Mutuelles	199 858 465	27%	25	1%	122	3%
Solidaires	161 033 700	22%	2 384	73%	4 497	97%
CVECA	0	0%	0	0%	0	0%
SA	370 516 057	51%	867	26%	0	0%
Total	731 408 222	100%	3 276	100%	4 619	100%
Rural	717 718 430	98%	3 276	100%	4 619	100%
Urbain	13 689 792	2%	0	0%	0	0%
Total	731 408 222	100%	3 276	100%	4 619	100%

GAO	Encours de crédit	%	Nombre de crédits octroyés	%	Taux d'intérêt annuel moyen	Taux des crédits en souffrance
Mutuelles	11 745 130	49%	273	38%	26%	0%
Solidaires	12 198 400	51%	452	62%	24%	9%
CVECA		0%				
SA		0%				
Total	23 943 530	100%	725	100%	25%	3%
Rural	21 903 900	91%	725	100%	26%	4%
Urbain	2 039 630	9%		0%	24%	0%
Total	23 943 530	100%	725	100%	25%	3%

ANNEXE 8: DEMANDE NON SATISFAITE

	# ménages	Demande de crédit	Offre de crédit	Demande non satisfaite	Taux de satisfaction
Ségou	281 561	13 080 482 166	7 097 507 912	-5 982 974 254	21%
Mopti	286 724	13 320 339 708	804 218 304	-12 516 121 404	2%
Gao	55 544	2 580 408 158	23 943 530	-2 556 464 628	0%
Tbtou	98 641	4 582 565 914	199 858 465	-4 382 707 449	1%
Total	722 470	33 563 795 946	8 125 528 211	-25 438 267 735	26%

ANNEXE 9: FINANCEMENT DES SFD

	Encours de crédit	% financé par dépôts	% financé par emprunts
Mutuelles	5 602 098 731	62%	11%
Solidaires	493 359 044	44%	1%
CVECA	2 191 104 136	36%	69%
SA	370 516 057	57%	0%
Total	8 657 077 968	54%	24%

Rural	7 760 411 768	49%	27%
Urbain	896 666 200	104%	2%
Total	8 657 077 968		

	Emprunts	Part du total des emprunts	Part des refinancements bancaires	Part des subventions d'investissement des bailleurs	Part des subventions d'exploitation des bailleurs
Mutuelles	590 634 850	28%	28%	62%	1%
Solidaires	4 605 261	0%	0%	16%	97%
CVECA	1 506 708 420	72%	72%	22%	2%
SA	0	0%	0%	0%	0%
Total	2 101 948 531	100%	100%	100%	100%

Rural	2 081 259 057	99%	99%	92%	99%
Urbain	20 689 474	1%	1%	8%	1%
Total	2 101 948 531	100%	100%	100%	100%

ANNEXE 10: REPARTITION DE LA POPULATION SUR LE TERRITOIRE

	Région de Ségou		Région de Mopti		Région de Tbctou		Région de Gao		TOTAL
Densité urbaine	869		4 431		675		2 863		
Densité rurale	24		16		1		2		
Population urbaine	151 936	9%	80 472	6%	31 973	7%	34 703	9%	8%
Population rurale	1 500 892	91%	1 381 368	94%	413 761	93%	335 976	91%	92%
Total population	1 652 828	42%	1 461 840	37%	445 734	11%	370 679	9%	3 931 081
Population active urbaine	92 368	9%	49 375	6%	21 147	7%	22 184	9%	8%
Population active rurale	912 448	91%	847 568	94%	273 666	93%	214 777	91%	92%
Total population active	1 004 816	41%	896 943	37%	294 813	12%	236 961	10%	2 433 533

ANNEXE 11: RECLASSEMENTS ET RETRAITEMENTS

Au niveau des produits, sont retenus: les produits liés à l'activité crédit (intérêts & pénalités et commissions sur crédit, reprises sur provisions) et les produits liés aux dépôts des IMF dans les banques et assimilés. Sont exclus: les produits divers (dont les subventions d'exploitation) et les produits exceptionnels (produits de cession d'éléments actifs, quote-part de subvention virée au résultat et récupérations sur créances précédemment passées en perte).

Au niveau des charges, Sont retenues: les charges financières, les achats et services extérieurs, les impôts et taxes, les charges de personnel, les autres charges hors pertes sur créances irrécouvrables, les dotations aux amortissements. Sont exclues: les pertes sur créances irrécouvrables (somme des soldes des créances dont une échéance est impayée depuis plus de 12 mois. Ce poste a un aspect cumulatif) et les charges exceptionnelles (valeur comptable nette des éléments d'actifs cédés et autres charges exceptionnelles)

Au niveau du comportement des charges, la variabilité des charges retenues est résumée dans le tableau suivant:

Libellé	Variable	Fixe
Intérêts sur dépôts	100%	0%
Intérêts sur emprunts	100%	0%
Autres charges financières (commissions)	100%	0%
Imprimés et fournitures	10%	90%
Formation (10% variable)	10%	90%
Charges de personnel ⁵	% variable du salaire des agents de terrain	Total charges de personnel moins % variable du salaire des agents de terrain
Dotations aux provisions ⁶	Total provisions moins 5% de l'encours provisionné à 60%	5% de l'encours provisionné à 60%
Autres charges retenues ⁷	0%	100%

Le taux de transformation de l'épargne en crédit est de 70%, 90% et 95% respectivement chez les mutuelles et type 'Autre', les CVECA et le crédit solidaire. Dans le consolidé, le taux moyen (85%) des 3 types d'IMF est retenu. En milieu rural où les CVECA sont prédominantes, les taux de celles ci sont retenus. De même, les mutuelles étant prédominantes en milieu urbain, leurs taux sont retenus à ce niveau. Le choix des différents taux résulte de façon générale de la pratique observée par les différents types d'IMF.

Le volume optimal de crédits octroyés est le cumul du montant initial des crédits nécessaires à l'atteinte du seuil de rentabilité. Le volume optimal d'octroi de crédit retenu représente 2 fois l'encours optimal de crédit (en général, ce rapport est de 1,5 à 2 selon une étude d'évaluation du CGAP). Il est financé à 70%, 10% et 5% respectivement chez les mutuelles et type 'Autre', les CVECA et le crédit solidaire. La différence est financée sur emprunt (volume optimal refinancement). Dans le consolidé, le taux moyen (39%) des 4 types d'IMF est retenu. En milieu rural et en milieu urbain, pour les mêmes raisons, les mêmes conditions sont reconduites.

L'Encours optimal de crédits est obtenu en divisant le montant optimal de l'intérêt par le taux moyen d'intérêt indiqué dans le tableau des indicateurs.

L'intérêt optimal sur crédit est obtenu en multipliant le montant optimal du produit opérationnel par la part relative des intérêts sur crédit dans les produits opérationnels (intérêts sur crédit / montant total des produits opérationnels).

⁵ L'information n'ayant pu être obtenue des IMF, le pourcentage variable retenu est 0, amenant du coût les charges de personnel à figurer comme fixes à 100%.

⁶ Le taux de 5% est la limite légale autorisée des crédits en souffrance (crédits dont une échéance est impayée depuis plus de 3 mois à 12 mois au plus). Le taux de provisionnement de 60% retenu est la moyenne des taux de provisionnement légaux (40% pour les crédits en souffrance de plus de 3 mois à 6 mois au plus et 80% pour les crédits en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus).

⁷ Eau et électricité, autres achats, location, entretiens et réparations, transports et déplacements, prestations – indemnités -autres services extérieurs, impôts et taxes, dotations aux amortissements

Le nombre optimal de membres est obtenu en divisant le montant optimal des dépôts par le dépôt moyen par membre.

Le taux d'intérêt moyen est celui retenu pour l'évaluation des différentes composantes du seuil de rentabilité (dépôt optimal, crédit optimal, nombre optimal de membres, volume optimal de refinancement)

ANNEXE 12: COMPTE DE RESULTATS DES IMF

	Global	Mutuel	CVECA	Solidaire	Autre	Urbain	Rural
PRODUITS							
Produits financiers							
Intérêts sur crédits (court, moyen et long terme)	1 178 838 818	702 691 731	287 908 678	136 043 728	52 194 681	196 601 249	982 237 569
Pénalités pour retard de paiement de crédit	7 121 603	628 113	6 493 490	0	0	1 504 116	5 617 487
Intérêts sur dépôts et prêts aux banques et assimilées	53 676 557	36 740 048	15 536 841	1 399 668	0	7 092 000	46 584 557
Autres produits financiers (commissions)	16 617 595	11 402 725	3 992 200	798 745	423 925	2 638 030	13 979 565
Total des produits financiers	1 256 254 573 64%	751 462 617 60%	313 931 209 25%	138 242 141 11%	52 618 606 4%	207 835 395 17%	1 048 419 178 83%
Autres produits							
Production immobilisée	42 000	42 000	0	0	0	30 000	12 000
Produits divers	135 865 656	117 009 747	7 669 025	11 186 884	0	40 121 608	95 744 048
Subvention d'exploitation	71 389 700	720 000	650 000	70 019 700	0	360 000	71 029 700
Total Autres produits	207 297 356 11%	117 771 747 57%	8 319 025 4%	81 206 584 39%	0 0%	40 511 608 20%	166 785 748 80%
Reprises sur amort. et provisions							
Reprises sur provisions	260 072 856	125 004 050	106 408 960	24 697 859	3 961 987	43 893 321	216 179 535
Total reprises sur amortissements et provisions	260 072 856 13%	125 004 050 48%	106 408 960 41%	24 697 859 9%	3 961 987 2%	43 893 321 17%	216 179 535 83%
Produits exceptionnels							
Produit de cession des éléments d'actif	400 000	0	0	400 000	0	400 000	0
Quote part subvention virée au résultat	118 885 278	74 223 803	20 816 082	23 845 393	0	9 413 333	109 471 945
Autres produits exceptionnels	106 944 653	66 380 668	30 108 266	10 455 719	0	46 111 890	60 832 763
Total produits exceptionnels	226 229 931 12%	140 604 471 62%	50 924 348 23%	34 701 112 15%	0 0%	55 925 223 25%	170 304 708 75%
TOTAL GENERAL DES PRODUITS (I)	1 949 854 716	1 134 842 885 58%	479 583 542 25%	278 847 696 14%	56 580 593 3%	348 165 547 18%	1 601 689 169 82%
CHARGES							
Charges financières							
Intérêts sur dépôts des membres	84 337 560	50 791 321	27 120 149	3 473 683	2 952 407	13 389 349	70 948 211
Intérêts sur emprunts	126 778 414	44 279 224	73 772 420	4 486 873	4 239 897	8 226 185	118 552 229
Autres charges financières (commissions)	35 536 812	33 912 352	0	533 705	1 090 755	5 721 300	29 815 512
Total charges financières	246 652 786 13%	128 982 897 52%	100 892 569 41%	8 494 261 3%	8 283 059 3%	27 336 834 11%	219 315 952 89%
Achats et services extérieurs							
Imprimés et fournitures	63 409 452	36 492 494	6 088 840	20 493 003	335 115	14 945 409	48 464 043
Variation de stocks	3 266 086	1 085 511	0	2 180 575	0	284 479	2 981 607
Eau et électricité	15 164 509	10 430 316	205 650	3 965 468	563 075	4 467 275	10 697 234
Autres achats	8 524 061	4 734 670	0	3 789 391	0	2 118 720	6 405 341
Locations	11 969 000	7 168 500	5 000	4 795 500	0	5 715 000	6 254 000
Entretiens et réparations	29 570 346	18 629 500	3 640 335	7 300 511	0	7 061 961	22 508 385

	Global	Mutuel	CVECA	Solidaire	Autre	Urbain	Rural
Assurance	2 924 790	382 035	90 000	2 452 755	0	2 286 615	638 175
Publicité et relations publiques	1 575 200	748 050	79 050	249 400	498 700	218 000	1 357 200
Transport et déplacements	57 343 735	22 009 766	15 454 400	18 994 044	885 525	7 852 405	49 491 330
Frais postaux et télécommunications	17 088 395	8 766 812	18 150	5 174 633	3 128 800	5 167 689	11 920 706
Frais bancaires	1 728 996	1 226 300	272 574	230 122	0	702 588	1 026 408
Formation, éducation études, recherches	6 451 965	5 133 375	11 260	436 880	870 450	1 350 810	5 101 155
Prestation GIE	172 165 155	91 579 953	80 585 202	0	0	52 111 908	120 053 247
Indemnité du Comité de gestion (CVECA)	30 499 070	0	30 499 070	0	0	0	30 499 070
Indemnité des gérants et contrôleurs (CVECA)	1 984 350	546 000	1 438 350	0	0	0	1 984 350
Autres services extérieurs	41 081 290	19 457 660	3 719 000	17 777 630	127 000	9 537 291	31 543 999
Total achats et services extérieurs	464 746 400 25%	228 390 942 49%	142 106 881 31%	87 839 912 19%	6 408 665 1%	113 820 150 24%	350 926 250 76%
Impôts et taxes							
Impôts et taxes	1 868 218	104 000	52 000	905 968	806 250	498 250	1 369 968
Total impôts et taxes	1 868 218 0%	104 000 6%	52 000 3%	905 968 48%	806 250 43%	498 250 27%	1 369 968 73%
Charges de personnel							
Frais de personnel	208 701 806	118 055 620	0	82 787 102	7 859 084	53 557 595	155 144 211
Charges sociales	27 072 822	16 784 194	0	10 288 628	0	6 338 965	20 733 857
Total charges de personnel	235 774 628 12%	134 839 814 57%	0 0%	93 075 730 39%	7 859 084 3%	59 896 560 25%	175 878 068 75%
Charges diverses							
Remboursement de frais	500 000	486 000	0	14 000	0	0	500 000
Pertes sur créances irrécouvrables	217 860 248	100 393 263	109 061 260	8 405 725	0	38 797 525	179 062 723
Charges diverses	213 068 293	192 222 612	13 818 709	7 026 972	0	66 053 195	147 015 098
Total charges diverses	431 428 541 23%	293 101 875 68%	122 879 969 28%	15 446 697 4%	0 0%	104 850 720 24%	326 577 821 76%
Dotations amortissements et provisions							
Dotations aux amortissements corporels	99 449 916	49 613 760	22 570 097	27 266 059	0	16 277 305	83 172 611
Dotations aux provisions	369 790 718	260 961 978	99 650 145	4 143 202	5 035 393	24 598 476	345 192 242
Total dotations amortissements et provisions	469 240 634 25%	310 575 738 66%	122 220 242 26%	31 409 261 7%	5 035 393 1%	40 875 781 9%	428 364 853 91%
Charges exceptionnelles							
Valeur comptable d'éléments d'actif cédés	0	0	0	0	0	0	0
Charges exceptionnelles	37 177 194	9 730 779	9 866 988	1 566 024	16 013 403	4 630 068	32 547 126
Total charges exceptionnelles	37 177 194 2%	9 730 779 26%	9 866 988 27%	1 566 024 4%	16 013 403 43%	4 630 068 12%	32 547 126 88%
TOTAL GENERAL DES CHARGES (II)	1 886 888 401	1 105 726 045 59%	498 018 649 26%	238 737 853 13%	44 405 854 2%	351 908 363 19%	1 534 980 038 81%
RESULTAT I - II)	62 966 315	29 116 840	-18 435 107	40 109 843	12 174 739	-3 742 816	66 709 131

ANNEXE 13: PRINCIPAUX INDICATEURS DE GESTION RESULTANT DE L'ANALYSE DIFFERENTIELLE DE LA RENTABILITE

Nom de l'indicateur	Formule	Global	Type d'IMF				Milieu	
			Mutuelles	CVECA	Solidaires	Autre	Urbain	Rural
Produits opérationnels	Intérêts et pénalités sur crédits + intérêts sur dépôts dans les banques et assimilées + commissions + reprises sur provisions	1 511 201 892	874 541 310	420 340 169	159 739 820	56 580 593	250 732 439	1 260 469 453
Taux de charges variables	Charges variables / total produit opérationnel	24%	26%	32%	7%	15%	12%	27%
Marge sur coût variable	Produits opérationnels - charges variables	1 146 947 931	648 132 247	285 047 841	149 219 160	48 176 978	221 749 676	922 764 576
Taux de marge sur coût variable	Marge sur coût variable / produits opérationnels	76%	74%	68%	93%	85%	88%	73%
Coût optimal de l'unité de crédit	(charges fixes+charges variables) / (Produit opérationnel optimal / taux d'intérêt moyen)	21%	21%	20%	22%	29%	21%	21%
Seuil de rentabilité								
Produit opérationnel optimal	Charges fixes / taux de marge sur coût variable	1 627 778 775	1 011 072 893	360 025 319	220 097 464	23 475 532	307 142 022	1 312 227 546
Intérêt optimal sur crédit	Produit opérationnel optimal x part relative des intérêts sur crédits dans les produits opérationnels	1 264 955 709	810 168 573	246 596 498	183 933 908	21 655 798	239 612 021	1 018 948 520
Montant optimal de l'encours de crédit	Intérêt optimal sur crédit / taux d'intérêt moyen	5 791 335 997	3 646 555 064	1 275 499 127	803 828 870	90 232 492	1 141 420 761	4 711 270 232
Volume optimal d'octroi de crédits	Montant de l'encours optimal de crédit x 2	11 582 671 994	7 293 571 256	2 550 998 254	1 607 657 741	180 464 983	2 282 841 521	9 422 838 948
Montant optimal de dépôt optimal	Volume crédit optimal x part relative des dépôts dans le crédit / part des dépôts transformée en crédit	5 524 043 566	7 293 110 128	283 444 250	84 613 565	180 464 983	2 282 841 521	1 046 948 940
Volume de refinancement optimal	Volume de crédit optimal x part des refinancements dans le crédit	7 094 386 596	2 187 933 038	2 295 898 428	1 527 274 854	54 139 495	684 852 456	8 480 286 418

Nom de l'indicateur	Formule	Global	Type d'IMF				Milieu	
			Mutuelles	CVECA	Solidaires	Autre	Urbain	Rural
Volume ressources optimal	Volume épargne optimal + volume de refinancement optimal	12 618 430 163	9 481 043 166	2 579 342 679	1 611 888 419	234 604 478	2 967 693 977	9 527 235 358
Nombre optimal de membres	Volume épargne optimal / Dépôt moyen par membre	219 039	177 226	30 205	6 398	739	57 599	45 259

ANNEXE 14: ESTIMATION DU COUT D'IMPLANTATION D'UNE IMF

PHASE PROJET SUR 5 ANS CREATION DE 25 CAISSES

LIBELLE	DETAILS	Année de démarrage	TOTAL_sur 5 ans	INSTITUTIONNALISATION sur une année	TOTAL 5 ANS
I) INVESTISSEMENTS					
Motocyclettes	Achats de quatre premières motos	54 500 000	54 500 000		
Construction et équipement CVECA	6 caisses	73 500 000	73 500 000		
Inauguration CVECA	25 000 F CFA x 6 caisses	937 500	937 500		
Sous totaux INVESTISSEMENTS		128 937 500	128 937 500	0	
FONCTIONNEMENT					
Salaires et charges		20 066 025	100 330 125	20 066 025	100 330 125
Salaire et charges Directeur	357 000 F CFA / mois x 12 mois	4 284 000	21 420 000	4 284 000	21 420 000
Salaire et charges Cadre Financier	231 000 F CFA / mois x 12 mois	2 772 000	13 860 000	2 772 000	13 860 000
Salaire et charges 5 animateurs	178 500 F CFA / mois pour un animateur+ 170 625 F CFA / mois pour un animateur+ 151 200 F CFA / mois pour deux animateurs sur 12 mois, 144 375 F CFA / mois pour un animateur sur 11 mois	9 406 425	47 032 125	9 406 425	47 032 125
Secrétaire comptable	94 500 F CFA / mois x 12 mois	1 134 000	5 670 000	1 134 000	5 670 000
Chauffeur	105 000 F CFA / mois sur 12 mois	1 260 000	6 300 000	1 260 000	6 300 000
Gardiens	100 800 F CFA / mois sur 12 mois pour 2 gardiens	1 209 600	6 048 000	1 209 600	6 048 000
	55 125 F CFA / mois sur 12 mois		0		0
Frais de déplacements		8 500 000	42 500 000	8 500 000	42 500 000
Voiture hors assurance	350 000 F CFA / mois x 12 mois	4 200 000	21 000 000	4 200 000	21 000 000
Motocyclettes assurances comprises	74 000 F CFA / mois / moto sur 12 mois pour 6 motos	4 200 000	21 000 000	4 200 000	21 000 000
Assurance véhicule	Provision	100 000	500 000	100 000	500 000
Déplacements hors zone	145 800 F CFA / mois sur 12 mois	0	0	0	0

LIBELLE	DETAILS	Année de démarrage	TOTAL_sur 5 ans	INSTITUTIONNALISATION sur une année	TOTAL 5 ANS
Formations		5 587 857	27 939 286	7 187 302	13 555 556
Formation initiale caissiers	18 caissiers x 9 J x 2 000 F CFA + Transport 18 p x 2 000 F. Papeterie 10 000 F CFA+ 100 000 location salles	1 305 556	6 527 778		
Formation initiale CG	42 membres CG + 18 caissiers x 3 J x 2 000 F CFA + Transport 40 p x 2 000 F CFA. Papeterie 30 000 F CFA+ 100 000 location salle	726 190	3 630 952		
Réunions inter caisses	(27 Caisses x 3 p x 3 J x 2 000 F + Transport 81 p x 2 000 F)+(34Caissesx3px3Jx2000F+Transport 102px2000)	2 711 111	13 555 556	2 711 111	13 555 556
Recyclage caissiers	13 caissiers x 4 J x 2 000 F CFA + Transport 9 p x 2 000 F CFA + Transport 4 p x 6 000 F CFA. Papeterie 10 000 F CFA		0	726 190	
Formation contrôleurs	5 contrôleurs x 7 J x 2 000 F CFA + Transport site 3 p x 2 000 F CFA + Transport site 2 p x 6 000 F CFA. Papeterie 10 000 F CFA	490 000	2 450 000		
Formation CG sur états financiers et tableau de bord	Forfait	130 000	650 000		
Formation informatique animateurs	Honoraires 75 000 F CFA x 1 An + 1 p x 14 J x 10 000 F CFA + Transport site Bamako 1 p x 10 000 F CFA	225 000	1 125 000		
Formation caissier et élus	Provision		0	3 750 000	
Frais Administratifs locaux y inclus loyer & ch.		2 900 000	14 500 000	2 900 000	14 500 000
Frais administratifs et de structure	288 500 F CFA / mois sur 12 mois	1 800 000	9 000 000	1 800 000	9 000 000
Loyers et charges bureaux	200 000 F CFA / mois sur 12 mois	600 000	3 000 000	600 000	3 000 000
Audit Association	Provision	500 000	2 500 000	500 000	2 500 000
Audit réseau				2 250 000	11250000
SOUS TOTAL FONCTIONNEMENT		<u>37 053 882</u>	<u>185 269 411</u>	<u>40 903 327</u>	<u>182 135 681</u>
TOTAL		<u>165 991 382</u>	<u>314 206 911</u>	<u>40 903 327</u>	<u>182 135 681</u>
DIVERS ET IMPREVUS	2 % sur investissements et fonctionnement	<u>3 320 000</u>	<u>6 284 000</u>	<u>818 000</u>	<u>3 643 000</u>
TOTAL GENERAL		<u>169 311 382</u>	<u>320 490 911</u>	<u>41 721 327</u>	<u>185 778 681</u>

ANNEXE 15: PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE CALCULES PAR L'ETUDE A PARTIR DES INFORMATIONS FINANCIERES FOURNIES PAR LES IMFS

Nom de l'indicateur	Formule	Global	Type d'IMF				Milieu	
			Mutuelles	CVECA	Solidaires	Autre	Urbain	Rural
Nombre total de membres	Somme des membres des différentes institutions	186 346	84 440	85 250	15 789	867	23 606	162 740
Nombre d'emprunteurs	Somme des membres bénéficiaires de crédit en cours des différentes institutions	51 685	20 198	20 560	10 060	867	6 430	45 255
Encours de crédit	Somme des soldes des crédits accordés des différentes institutions	8 657 077 968	5 602 098 731	2 191 104 136	493 359 044	370 516 057	896 666 200	7 760 411 768
Encours moyen de crédit par emprunteurs	Encours de crédit / nombre d'emprunteurs	167 497	277 359	106 571	49 042	427 354	139 450	171 482
Taux d'intérêt moyen	moyenne des taux d'intérêt pratiqués par les différentes institutions	44%	23%	18%	23%	24%	87%	90%
Nombre de déposants	Somme des déposants des différentes institutions	91 998	65 755	18 213	7 163	867	15 929	76 069
Montant des dépôts	Somme des soldes des comptes d'épargne des membres des différentes institutions	4 704 020 280	3 475 243 051	797 826 279	219 192 693	211 758 257	935 627 241	3 768 393 039
Dépôt moyen par membre	Montant des dépôts / nombre de membres	25 243	41 156	9 359	13 883	244 243	39 635	23 156
Dépôt moyen par déposant	Montant des dépôts / nombre de déposants	51 132	52 851	43 805	30 600	244 243	58 737	49 539
Encours des emprunts	Somme des soldes des emprunts des différentes institutions	2 101 948 531	590 634 850	1 506 708 420	4 605 261	0	20 689 474	2 081 259 057
Taux d'intérêt moyen sur emprunt	Moyenne des taux d'intérêt sur emprunt appliqués aux différentes institutions	-	2%	10%	-	0%	3%	5%
Durée moyenne des emprunts	Moyenne de la durée des emprunts des différentes institutions	-	3	12	-!	0	6	8
Subvention d'investissement	Somme des soldes des subventions d'investissement des différentes institutions	733 839 410	455 012 454	161 978 597	116 848 359	0	58 085 376	675 754 034
Subvention d'exploitation	Somme des subventions d'exploitation reçues par les différentes institutions	32 047 455	360 000	650 000	31 037 455	0	360 000	31 687 455



Terrafina Microfinance
C/o ICCO Office, B.P. 8190, 3503 RD Utrecht, Pays Bas
T +31-30-880 1551 F +31-30-6925614 E info@terrafina.nl | www.terrafina.nl

Un programme conjointe de ICCO, Oikocredit et Rabobank Foundation

